

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTÈRE DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

**RAPPORT SUR L'EXECUTION ANNUELLE DU
BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021**

Mars 2022



Chers compatriotes,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021. Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances, notamment en son article 77 qui stipule que « ... le Gouvernement transmet trimestriellement à l'Assemblée Nationale, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget en recettes et en dépenses et sur l'application de la loi de finances ainsi qu'une balance générale des comptes. Ces rapports sont rendus publics. »

L'objectif poursuivi est d'informer régulièrement les représentants du peuple, les organisations de la société civile et plus largement les citoyens de l'exécution de l'autorisation parlementaire et de l'application de la Loi de finances.

Pour ce quatrième trimestre de l'année 2021, l'exécution budgétaire a été caractérisée par :

- la signature des contrats de performance adossés aux objectifs de doublement des recettes avec les régions dans le but d'accroître les ressources intérieures ;
- la qualification des dépenses à travers une réduction du train de vie de l'Etat ;
- la réduction des avances de la BCRG au trésor afin d'avoir à fin décembre 2021 un solde non débiteur ;
- la non accumulation des arriérés de paiement des dépenses ;
- la promulgation de la loi de finances rectificative 2021 conformément aux priorités des autorités de la Transition.

A fin décembre 2021, et compte tenu des défis socioéconomiques de la République de Guinée, la politique budgétaire poursuivie par le CNRD cible prioritairement :

- la gestion de la crise sanitaire induite par la COVID-19 et de ses impacts socioéconomiques et financiers à travers un plus grand soutien aux secteurs social (Santé et Education) et économique (appuis aux entreprises) ;

- la mobilisation accrue des ressources intérieures et la maîtrise des dépenses publiques dans le but d'un retour progressif aux équilibres financiers ;
- l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources publiques.

Plus que jamais, j'invite l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des finances publiques, conformément aux instructions de Son Excellence Mon Colonel Mamadi DOUMBOUYA, Président du CNRD, Président de la Transition, à s'impliquer dans la refondation de l'Etat et à s'inscrire dans la moralisation de la gestion des deniers publics. Cela passe notamment par :

- ✓ une gouvernance qui s'appuie sur la LORF afin de garantir une meilleure gestion des finances ;
- ✓ l'optimisation de la politique fiscale pour une mobilisation accrue des recettes intérieures ;
- ✓ la qualification de la dépense publique pour améliorer substantiellement les conditions de vie des populations ;
- ✓ l'autonomisation et la digitalisation des processus pour assurer plus de fluidité et de transparence dans la gestion des ressources de l'Etat.

Pour terminer, j'invite les Guinéennes et les Guinéens à faire de cet outil de redevabilité, un instrument de suivi de l'utilisation des deniers publics à travers le pays.

Moussa CISSE
Ministre du Budget

RESUME EXECUTIF

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique.

A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et les citoyens.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire de l'exercice 2021 et l'application de la Loi de finances. Il répond aux dispositions de l'article 77 de la LORF qui indiquent que « ... le Gouvernement transmet trimestriellement à l'Assemblée Nationale, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget en recettes et en dépenses et sur l'application de la loi de finances ainsi qu'une balance générale des comptes. Ces rapports sont rendus publics. »

Ainsi, sur un objectif à fin décembre de 25 784 Mds, les recettes mobilisées sur la base des données recueillies auprès des régies se situent à 21 332,90 Mds, soit 82,74 %. Par rapport à 2020, elles sont en accroissement de 13,73%. La ventilation des recettes à fin décembre 2021 par catégorie se présente comme suit :

- les recettes fiscales : 19 191,56 Mds, soit 89,96% du total ;
- les dons, legs et fonds de concours : 970,66 Mds (4,55% du total) ;
- les autres recettes : 1 170,68 Mds (5,49% du total).

Quant aux dépenses payées y compris FINEX, elles se chiffrent à 18 416,65 Mds, soit 62,55% de l'objectif à fin décembre 2021 (29 445,13 Mds). Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 16 188,68 Mds, soit 69,94%¹ de la prévision (23 147,59 Mds). Les dépenses d'investissement payées sur ressources extérieures se situent à 2 227,97 Mds représentant un taux d'exécution de 35,38% de la prévision du budget 2021 (6 297,54 Mds).

Ainsi, le solde de base à fin décembre 2021 se chiffre à -1 184,19 Mds (-0,71% du PIB) contre un objectif plancher de 1 532,69 Mds (0,93% du PIB) ce qui aboutit à un gap de -2 716,88 Mds.

Au final, l'exécution sur la période a été caractérisée par une contraction des dépenses et marquée par le gel des comptes des Ministères et Institutions avec l'avènement des nouvelles Autorités. Les paiements ont, quant à eux, été effectués à hauteur de 83,16% des dépenses engagées (un an plus tôt, ce taux était de 65,34%).

¹ Sur la même période en 2020, le taux d'exécution était de 59,12%.

TABLE DES MATIERES

.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
RESUME EXECUTIF	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES.....	7
INTRODUCTION.....	8
I - SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	13
I.1 -ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....	13
I.2 ANALYSE DE L'EXECUTION PAR NATURE DE RECETTES.....	14
I.2.1 RECETTES FISCALES	14
I.2.2 SITUATION DES BUDGETS D'AFFECTATION SPECIALE (BAS)	14
I.2.3 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS.....	15
I.2.4 AUTRES RECETTES	15
I.2.5 ANALYSE DES RECETTES MINIERES	16
I.3 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE	16
II - SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	21
II -1 PLAN DE RIPOSTE DE LA COVID 19	22
II -2 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	23
II-3 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	25
II -3-1 ANALYSE DES DEPENSES PAR TITRE	27
<i>II -3-2 Situation des instances de paiement au 31 décembre 2021.....</i>	<i>30</i>
<i>II -3-3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés</i>	<i>30</i>
<i>II -3-4 Situation de l'exécution des dépenses des budgets d'affectation spéciale</i>	<i>32</i>
III – SOLDE BUDGETAIRE.....	34
IV – OPERATIONS DE FINANCEMENT	34
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT.....	34
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....	35
V – CONCLUSION	37
ANNEXES	38

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
AEP	Assainissement et eau potable
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGB	Direction générale du budget
DGD	Direction générale des douanes
DGI	Direction générale des impôts
DNIP	Direction nationale des investissements publics
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FCE	Fonds commun de l'Education
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme national de développement économique et social
RER	Redevance d'Entretien Routier
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1 : EXECUTION PAR GRANDE MASSE A FIN DECEMBRE 2021 DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE SUR LA BASE DES PRISES EN CHARGE COMPTABLE (EN MDS DE GNF)	8
TABEAU 2 : VENTILATION DU BUDGET EN FONCTION DES PILIERS DU PNDES A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	10
TABEAU 3 : EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS PAR PILIERS DU PNDES A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	11
TABEAU 4 : EXECUTION PAR GRANDES FONCTIONS SUR BASE PAIEMENT A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	12
TABEAU 5 : EXECUTION GLOBALE DES RECETTES A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	13
TABEAU 6 : EXECUTION DES RECETTES FISCALES PAR CATEGORIE.....	14
TABEAU 7 : EXECUTION GLOBALE DES DONS A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	15
TABEAU 8 : EXECUTION DES AUTRES RECETTES A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF).....	15
TABEAU 9 : SITUATION DES RECETTES COLLECTEES PAR LA DGI A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	17
TABEAU 10 EXECUTION DES RECETTES COLLECTEES PAR LA DGD A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	19
TABEAU 11: EXECUTION DES RECETTES COLLECTEES PAR LA DGTCP A FIN DECEMBRE 2021 (EN MILLIARDS DE GNF)	20
TABEAU 12: SITUATION DU FONDS SPECIAL DE RIPOSTE A LA COVID-19	22
TABEAU 13 : SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	23
TABEAU 14: EXECUTION GLOBALE/GRANDES NATURES ET PHASES DE LA DEPENSE PUBLIQUE HORS FINEX	26
TABEAU 15: EXECUTION DES PROJETS FINEX PAR SECTEUR A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF) ..	29
TABEAU 16: SITUATION DES DELEGATIONS DE CREDITS DE L'INTERIEUR A FIN DECEMBRE 2021 (EN MDS DE GNF)	31
TABEAU 17: SITUATION DES DELEGATIONS DE CREDITS DE L'EXTERIEUR A FIN DECEMBRE (EN MDS DE GNF)	32
TABEAU 18: SITUATION DES TRANSFERTS DU BAS FNDL A L'ANAFIC DE 2019 EN 2021, EN MDS DE GNF	33
TABEAU 19: SITUATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE FINANCEMENT A FIN DECEMBRE 2021.	36
TABEAU 20: EXECUTION GLOBALE/PHASE DE LA DEPENSE ET PAR ADMINISTRATION A FIN DECEMBRE 2021 (EN DE MDS DE GNF)	47
TABEAU 21: EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE ENGAGEMENT) A FIN DECEMBRE 2021 (EN DE MDS DE GNF)	51
TABEAU 22: EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE PAIEMENT) A FIN DECEMBRE 2021 EN DE MDS DE GNF.....	54
TABEAU 23: ETAT D'EXECUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS (COLLECTIVITES) EN DE MDS DE GNF	57
TABEAU 24: ETAT D'EXECUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS HORS COLLECTIVITES EN MDS DE GNF.....	58
TABEAU 25: SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT (EN MDS DE GNF)	61

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE 1 : ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....	13
FIGURE 2: REPARTITION DES RECETTES MOBILISEES PAR REGIE A FIN DECEMBRE 2021	16
FIGURE 3: ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES DE 2021 PAR TITRE	27

INTRODUCTION

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme de mobilisations des recettes et des ressources de financement, ainsi que celui d'exécution des dépenses et des charges de financement.

A cet effet, le ministère du budget a, conformément à ses attributions, inscrit cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée Nationale d'en être pleinement informée. Cela permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Les projections budgétaires révisées des recettes, des dépenses et du financement pour 2021 tablent sur un taux de croissance économique de 5,2% du PIB, un taux d'inflation moyen de 10,9%, un taux de pression fiscale de 14% ainsi qu'un niveau de réserves de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) couvrant trois mois d'importations.

Le tableau 1 ci-dessous présente l'exécution des dépenses par grande masse à fin décembre 2021.

Tableau 1 : Exécution par grande masse à fin décembre 2021 de la loi de finances rectificative sur la base des prises en charge comptable (en Mds de GNF)

Grandes masses	LFR 2021(1)	Réalisation au 31 décembre 2021(2)	Taux de réalisation (2/1)
Recettes	25 783,96	21 321,78	82,69%
Dépenses courantes	19 578,57	20 361,80	104,00%
Dépenses d'investissement	8 755,06	3 700,35	42,27%
Solde de base dons exclus	1 532,69	-1 184,19	-77%
Solde de base hors dons (en % du PIB)	0,93%	-0,71%	-76,33%

Source : TOFE 2021

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget 2021 est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- L'élaboration et la mise en œuvre des contrats de performance avec les régies financières ;
- La poursuite de la riposte à la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19 ²;
- Le lancement de la campagne de recensement des contribuables ;
- Le lancement officiel du portail de paiement en ligne des impôts et taxes dénommés e-tax ;
- La qualification des dépenses publiques ;
- L'adoption de la LFR le 03 septembre 2021 ;
- Le gel de comptes de plusieurs entités publiques suite à la prise du pouvoir par le CNRD le 05 septembre 2021.

Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020

A fin décembre 2021, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires, se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable100,17%
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive131,88%
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain.....71,53%
- Pilier IV : Gestion durable du capital naturel184,49%

² Confère au rapport d'exécution 2021 du Comité COVID

**Tableau 2 : Ventilation du budget en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2021
(en Mds de GNF)**

Piliers	LFR 2021 (1)	Plan d'Engagement 2021 (2)	Engagement s annuels (3)	Paie ments annuels (4)	Taux d'exécution (5=3/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	12 688,30	9 684,04	9 700,49	9 246,43	76,45%
<i>FINEX</i>	239,99	239,99	282,39	282,39	-
Transformation économique durable et inclusive	5 486,27	4 304,13	5 676,34	3 310,96	103,46%
<i>FINEX</i>	5 240,00	5240	1 558,43	1 558,43	-
Développement inclusif du capital humain	4 764,18	5 482,96	3 922,23	3 479,80	82,33%
<i>FINEX</i>	370,15	370,15	387,15	387,15	-
Gestion durable du capital naturel	208,84	90,67	167,28	151,49	80,10%
<i>FINEX</i>	447,41	447,41	0	0	
Total	23 147,59	19 561,80	19 466,33	16 188,68	84,10%
Total FINEX	6 297,54	6 297,54	2 227,97	2 227,97	-
TOTAL GENERAL	29 445,13	25 859,34	21 694,30	18 416,65	76,68%

Le taux d'engagement des dépenses se situe en moyenne à 76,68 % de l'objectif de la LFR 2021 (29 445,13 Mds), contre un taux de 81,48% à la même période en 2020.

L'exécution à fin décembre 2021 des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) se situe à 2 855,76 Mds, soit un taux d'exécution de 30,34% de la prévision de la LFR (9 413,25 Mds). Cette exécution concerne les dépenses d'investissement sur financement intérieur pour 627,80 Mds et 2 227,97 Mds pour le financement extérieur qui ont essentiellement servi à couvrir les dépenses d'investissement des piliers 2,1 et 3.

Tableau 3 : Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Libelles	LFR (1)	Plan d'Engagement	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
		Décembre	Décembre	Taux	Décembre	Taux	Décembre	Taux	Décembre	Taux
Promotion d'une Bonne Gouvernance au service du Développement Durable	2 079,64	3 861,03	569,51	14,75%	511,60	13,25%	511,60	13,25%	451,35	21,70%
• Dépenses D'investissement	1 839,65	1 930,52	287,12	14,87%	229,22	11,87%	229,22	11,87%	168,96	9,18%
• FINEX	239,99	1930,52	282,39	14,63%	282,39	14,63%	282,39	0,15%	282,39	117,67%
Transformation Economique Durable et Inclusive	6 078,03	3 200,75	2 113,71	66,04%	1 892,80	59,14%	1 892,80	59,14%	1 940,64	31,93%
• Dépenses D'investissement	838,03	1 600,37	555,28	34,70%	334,37	20,89%	334,37	20,89%	382,21	45,61%
• FINEX	5240,00	1600,37	1558,43	97,38%	1558,43	97,38%	1558,43	0,97%	1558,43	29,74%
Développement Inclusif Du Capital Humain	797,42	825,87	545,78	66,09%	633,21	76,67%	631,72	76,49%	423,73	53,14%
• Dépenses D'investissement	427,27	412,94	158,63	38,41%	246,05	59,59%	244,56	59,23%	36,58	8,56%
• FINEX	370,15	412,94	387,15	93,76%	387,15	93,76%	387,15	0,94%	387,15	104,59%
Gestion Durable Du Capital Naturel	458,17	221,23	48,53	21,94%	47,10	21,29%	46,83	21,17%	40,04	8,74%
• Dépenses D'investissement	10,76	110,62	48,53	43,87%	47,10	42,58%	46,83	42,34%	40,04	372,04%
• FINEX	447,41	110,62	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL GENERAL	9 413,25	8 108,88	3 277,53	40,42%	3 084,70	38,04%	3 082,95	38,02%	2 855,76	30,34%

Sources : DGB/DNSI

L'exécution à fin décembre 2021 dans les dix fonctions de l'administration

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Affaires économiques, Enseignement et Défense qui absorbent 87,91% du montant exécuté au cours de la période.

- Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont été exécutés à hauteur de 5 868,82 Mds, soit 64,66% de l'objectif de la LFR 2021.
- Les dépenses exécutées au titre de la fonction Affaires économiques représentent 3 175,98 Mds pour un objectif de 4 581,12 Mds, soit 69,33%. Ce niveau d'exécution traduit le soutien du Gouvernement aux secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des finances et de l'industrie.
- L'exécution des dépenses liées à la fonction Défense s'élève à 2 450,35 Mds soit 102,09% de l'objectif de la LFR.

**Tableau 4 : Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2021
(en Mds de GNF)**

LIBELLES	LFR 2021	Plan d'Engage.	Charges financières de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de biens et services	Dépenses de Transfert	Dépenses d'invest.	Total	Part
Services Généraux des Administrations Publiques	9 075,80	6 660,41	1272,66	1463,05	1265,32	1743,82	123,97	5 868,82	36,25%
Défense	2 400,16	2 304,17	0,00	1905,84	232,30	285,41	26,80	2 450,35	15,14%
Ordre et Sécurité publique	888,09	479,48	0,00	625,79	21,06	35,92	0,67	683,44	4,22%
Affaire Economique	4 581,12	3 017,11	0,00	550,91	79,55	2473,40	72,12	3 175,98	19,62%
Protection de l'Environnement	1 382,67	1 560,74	0,00	136,21	8,86	8,34	366,07	519,49	3,21%
Logement et Equipement Collectif	104,96	85,01	0,00	36,01	1,38	10,84	1,58	49,81	0,31%
Santé	1 186,64	1 922,70	0,00	285,69	197,38	60,26	9,07	552,40	3,41%
Loisirs, Culture et Culte	175,16	283,69	0,00	55,02	38,42	15,59	5,85	114,87	0,71%
Enseignement	3 192,74	3 120,21	0,00	1930,00	130,35	654,53	21,66	2 736,54	16,90%
Protection Sociale	160,25	128,29	0,00	28,54	2,12	6,32	0,00	36,99	0,23%
Total général	23 147,59	19 561,80	1 272,66	7 017,08	1 976,74	5 294,41	627,80	16 188,68	100%

Le compte rendu de l'exécution budgétaire à fin décembre 2021 s'articule autour des quatre points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement

I - SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1 - Analyse de l'exécution globale des recettes

La réalisation globale des recettes du budget de l'Etat suivant les statistiques communiquées par les régies à fin décembre 2021 se chiffre à 21 332,90 Mds pour un objectif de la LFR de 25 784 Mds, soit un taux d'exécution de 82,74%.

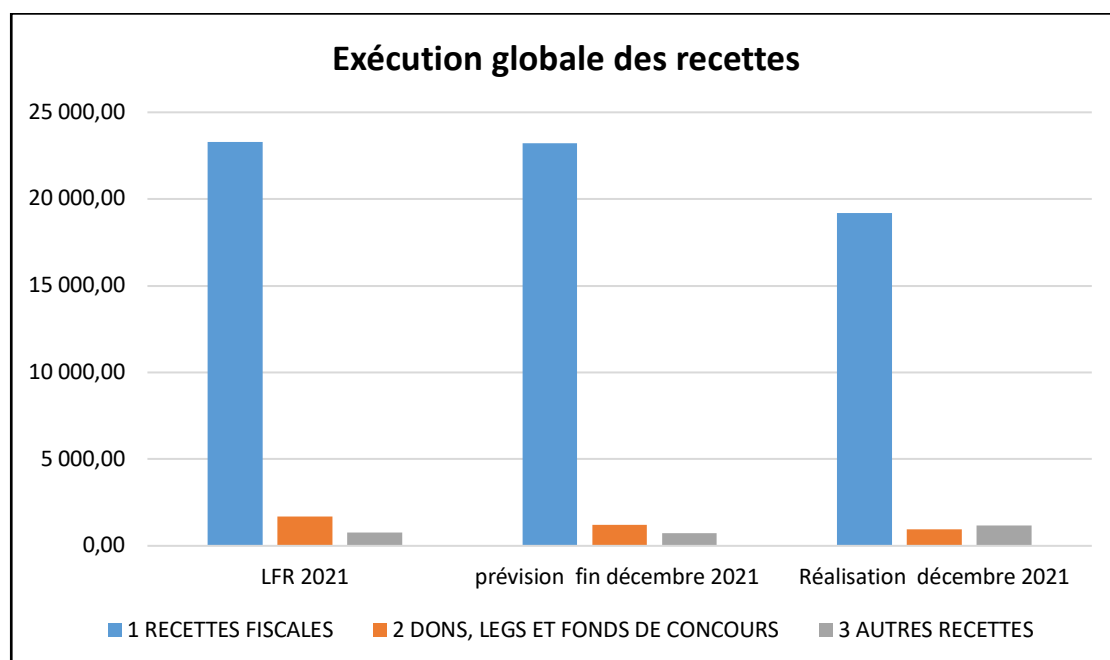
Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en *recettes fiscales* pour 19 191,56 Mds (89,96%), en *dons, legs et fonds de concours* 970,66 Mds (4,55%) et les *autres recettes* pour 1 170,68 Mds (5,49%).

Tableau 5 : Exécution globale des recettes à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Libellés	LFR 2021 (1)	Situation à fin décembre 2021			
		Prévision (2)	Réalisation (3)	Taux de réalisation (3/1)	Part dans le total général
1 - RECETTES FISCALES	23 303,83	23 210,18	19 191,56	82,35%	89,96%
2 - DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	1 207,33	970,66	57,16%	4,55%
3 - AUTRES RECETTES	782,17	720,80	1 170,68	149,67%	5,49%
TOTAL GENERAL	25 784,00	25 138,30	21 332,90	82,74%	100,00%

Sources : régies de recettes

Figure 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes



I.2 Analyse de l'exécution par nature de recettes

I.2.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont atteint 19 191,56 Mds soit un taux d'exécution de 82,35% de la prévision de la LFR (23 303,83 Mds). Les plus grandes performances ont été enregistrées sur les impôts sur les biens et services, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales et les Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital. Les parts respectives de ces catégories de recettes se présentent comme suit :

- Impôts sur les biens et services pour 9 931,85 Mds (51,75%) ;
- Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 5 095,67 Mds (26,55%) ;
- Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 3 029,90 Mds (15,79%).

Le tableau ci-dessous indique les parts et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie au 31 décembre 2021.

Tableau 6 : Exécution des recettes fiscales par catégorie

Libellés	LFR 2021(1)	Prévision (2)	Réalisation (3)	Taux (3/1)	Part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFCES ET GAINS EN CAPITAL	3 713,72	3 717,25	3 029,90	81,59%	15,79%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	405,78	406,11	199,18	49,08%	1,04%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	148,32	148,32	31,19	21,03%	0,16%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	13 181,67	12 691,43	9 931,85	75,35%	51,75%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	5 740,93	5 543,41	5 095,67	88,76%	26,55%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	109,51	109,51	46,63	42,58%	0,24%
TOTAL RECETTES FISCALES	23 299,92	22 616,03	18 334,42	78,69%	95,53%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)/RER	3,90	594,15	857,14	219,6106	4,47%
TOTAL RECETTES FISCALES y/c RER	23 303,83	23 210,18	19 191,56	82,35%	100,00%

Source : régies de recettes

I.2.2 Situation des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS)

A fin décembre 2021, le décaissement de ressources en faveur des BAS s'est chiffré à 617,42 Mds contre 985,34 Mds prévus dans la loi de finances rectificative 2021, soit 62,66%. Ce décaissement concerne :

- l'ANAFIC pour 457,99 Mds,
- le FODECCON pour 158,56 Mds et ;
- le FCE pour 0,87 Mds.

1.2.3 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision de 1 273,50 Mds en LFR 2021, il a été mobilisé 970,66 Mds, soit 57,16% de réalisation. Les dons projets et programmes représentent 930,17 Mds (95,83%) et les dons hors projets (appuis budgétaires fongibles) 40,49 Mds (4,17%).

Tableau 7 : Exécution globale des dons à fin décembre 2021 (En Mds de GNF)

Libellés	Situation à fin décembre 2021				
	LFR 2021(1)	Prévision fin décembre 2021 (2)	Réalisation décembre 2021(3)	Taux (3/1)	Part
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	1 698,00	970,66	57,16%	100,00%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	864,00	864,00	930,17	107,66%	95,83%
DONS APPUI BUDGETAIRE	834,00	834,00	40,49	4,85%	4,17%
Total général	1 698,00	1 698,00	970,66	57,16%	100,00%

Sources : TOFE / DGB

1.2.4 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées à fin décembre 2021 à hauteur de 1 170,68 Mds sur une prévision de 782,17 Mds en LFR, soit un taux d'exécution de 149,67%. Ce niveau de réalisation concerne :

- les revenus de la propriété pour 601,92 Mds (51,42%) ;
- les recettes diverses pour 428,43 Mds (36,60%) ;
- les ventes de biens et services pour 132,90 Mds (11,35%) ;
- les amendes, pénalités et confiscations pour 7,44 Mds (0,63%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 8 : Exécution des autres recettes à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Libellés	LFR 2021(1)	Prévision f2)	Réalisation (3)	Taux (3/1)	Part
3 AUTRES RECETTES	782,17	720,80	1 170,68	149,67%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	479,24	535,81	601,92	125,60%	51,42%
312 Dividendes	479,24	535,81	601,92	125,60%	51,42%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	254,72	151,75	132,90	52,17%	11,35%
321 Ventes des établissements marchands	76,06	17,68	21,55	28,34%	1,84%
322 Droits et frais administratifs	178,65	134,07	111,34	62,32%	9,51%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	7,83	6,49	7,44	95,04%	0,64%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	7,83	6,49	7,44	95,04%	0,64%
35 RECETTES DIVERSES	40,39	26,75	428,43	1060,78%	36,60%
351 Recettes diverses	40,39	26,75	428,43	1060,78%	36,60%
Total général	782,17	720,80	1 170,68	149,67%	100,00%

Source : DGT-CP (tableau de bord des finances publiques)

1.2.5 Analyse des recettes minières

A fin décembre 2021, la mobilisation des recettes minières se chiffre à 3 039,73 Mds contre une prévision annuelle de 2 679,73 Mds, soit un taux de réalisation de 113,43%. Les recettes mobilisées concernent :

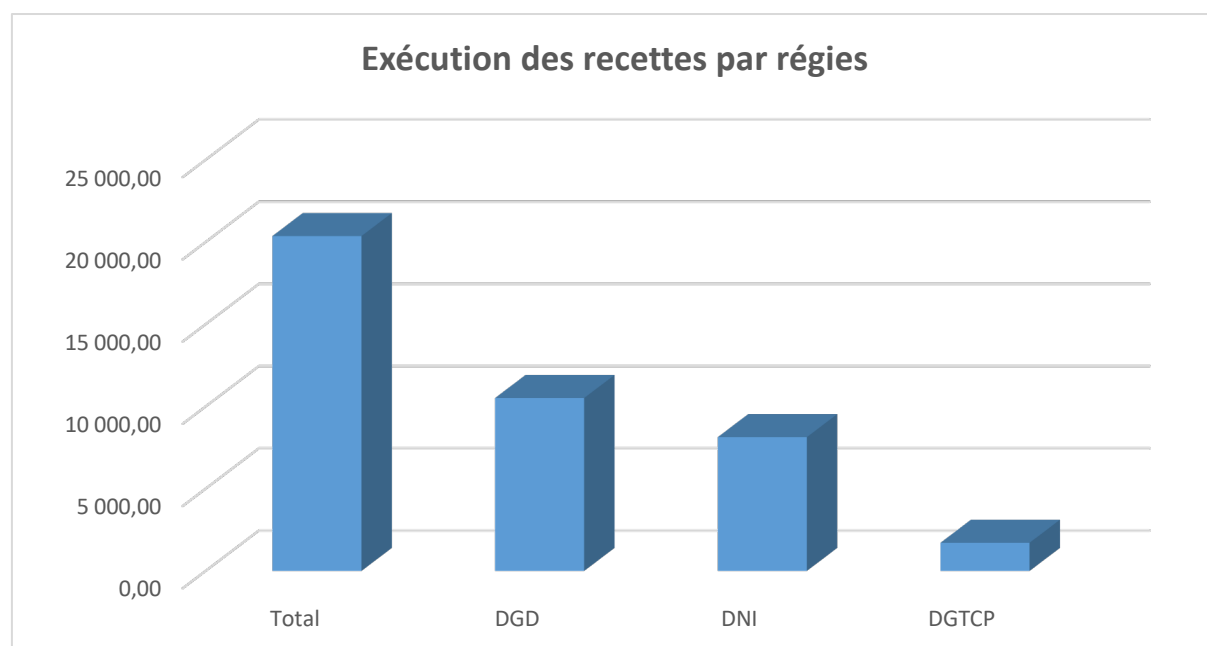
- Les impôts sur les sociétés minières.....314,09 Mds (10,33%) ;
- Les taxes minières à l'extraction975,31 Mds (32,09%) ;
- Taxe minière à l'exportation..... 1 517,03 Mds (49,91%) ;
- Les taxes spécifiques sur les produits miniers 226,41 Mds (7,45%) ;
- Les recettes non fiscales 6,89 Mds (0,23%).

1.3 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif à fin décembre 2021 de 24 086 Mds, les régies de recettes ont mobilisé un montant hors dons de 20 362,24 Mds, soit un taux de réalisation 84,54%.

Cette réalisation provient de la Direction Générale des Impôts pour 8 136,65 Mds (39,96%), de la Direction Générale des Douanes pour 10 515,17 Mds (51,64%) et de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 1 711,55 Mds (8,41%).

Figure 2: répartition des recettes mobilisées par Régie à fin décembre 2021



○ Direction Générale des Impôts (DGI)

A fin décembre 2021, la Direction Générale des Impôts a réalisé un montant de 8 136,65 Mds sur un objectif de la LFR de 10 174,14 Mds, soit un taux de mobilisation de 79,97%. La moins-value constatée (2 037,49 Mds) provient des impôts sur les biens

et services pour 963,19 Mds, les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 683,81 Mds, les salaires et la main d'œuvre pour 206,60 Mds, les impôts sur le patrimoine pour 117,13 Mds et les autres recettes fiscales pour 62,88 Mds.

La part de chaque nature de recette, par ordre d'importance, est de 59,36% pour les impôts sur les biens et services, 37,24 % pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, 2,45% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, 0,57% pour les autres recettes fiscales et 0,38% pour les impôts sur le patrimoine.

La contre-performance enregistrée au niveau de cette régie est imputable essentiellement aux moins-values constatées sur les impôts sur les biens et services (-967,06 Mds), les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital (-687,35 Mds), les impôts sur les salaires (-206,93 Mds) et les impôts sur le patrimoine (-117,13 Mds).

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DGI.

Tableau 9 : Situation des recettes collectées par la DGI à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Libellés	Situation à fin décembre 2021				
	LFR 2021(1)	Prévision fin décembre 2021 (2)	Réalisation (3)	Taux (3/1)	Part
1 RECETTES FISCALES	10 170,27	10 178,000	8 136,655	80,00%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 713,72	3 717,252	3 029,903	81,59%	37,24%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 246,39	1 249,911	1 288,555	103,38%	15,84%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 467,32	2 467,341	1 741,348	70,58%	21,40%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	405,78	406,107	199,177	49,08%	2,45%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	405,78	406,107	199,177	49,08%	2,45%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	148,32	148,32	31,19	21,03%	0,38%
131 Impôts sur la propriété immobilière	111,30	111,302	14,250	12,80%	0,18%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	37,02	37,020	16,939	45,76%	0,21%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	5 792,95	5 797	4 830	83,37%	59,36%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 769,72	2 949,214	2 171,422	57,60%	26,69%
142 Les accises	63,68	63,683	37,439	58,79%	0,46%
143 Impôts sur les services déterminés	629,42	629,425	298,287	47,39%	3,67%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 330,12	2 154,491	2 322,607	174,62%	28,54%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	109,51	109,506	46,631	42,58%	0,57%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	109,51	109,506	46,631	42,58%	0,57%
Total	10 170,27	10 178,00	8 136,65	80,00%	100,00%
Autres Comptes à Recevoir (recouvrement sur exercice clos)	3,86	0,000	0,000	0,00%	0,00%
Total YC Autres comptes à recevoir (recouvrement sur exercice clos)	10 174,14	10 178,000	8 136,655	79,97%	100,00%

Source : DGI

En glissement annuel, la situation des recettes collectées par la DGI se présente par exercice budgétaire ainsi qu'il suit :

- 2019 : 7 657,83 Mds contre 7 892,36 Mds prévus en LFR (97,03%) ;
- 2020 : 7 090,33 Mds contre 9 464,61 Mds projetés dans la LFI (79,91%) ;
- 2021 : 8 136,65 Mds contre 10 174,14 prévus en LFR (79,97%).

○ **Direction Générale des Douanes (DGD)**

La Direction Générale des Douanes a mobilisé 10 515,17 Mds à fin décembre 2021 par rapport à une prévision de 12 392,14 Mds, soit un taux de réalisation de 84,85%. Ce niveau de mobilisation provient essentiellement des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 5 095,67 Mds (48,46%), des impôts sur les biens et services pour 4 562,36 Mds (43,39%) et des autres comptes à recevoir appelés encore « recouvrements sur exercice clos » pour 292,05 Mds (2,78%).

Quant à la contribution des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, elle concerne principalement les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 70,15% et les taxes à l'exportation pour 29,85%.

En ce qui concerne les impôts sur les biens et services, le taux de réalisation est de 71,66% et provient de la contribution des impôts généraux sur les biens et services pour 4 128,05 Mds (90,48%) et des droits d'accises pour 434,31 Mds (9,52%).

La non atteinte des objectifs de la DGD s'explique par un manque à gagner dû aux subventions sur le carburant qui se chiffre à 706,63 Mds, par la surévaluation des prévisions des recettes sur les produits pétroliers, l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les importations et les exportations de marchandises, la fermeture des frontières terrestres entre la République de Guinée et certains pays voisins et l'attentisme de certains opérateurs économiques face à l'avènement au pouvoir du CNRD.

Toutefois, des plus-values ont été enregistrées sur les recettes du secteur minier à hauteur de 36,53 Mds. Elles sont dues essentiellement à l'augmentation des volumes de production et d'exportation suite à l'arrivée en production de nouvelles sociétés minières (la société minière de Mandiana, le SPIC International Investissement et ASHAPOURA).

Le tableau n°10 relatif à l'exécution des recettes douanières se présente comme suit :

Tableau 10 Exécution des recettes collectées par la DGD à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Libellés	LFR 2021(1)	Prévision fin décembre 2021 (2)	Réalisation décembre 2021(3)	Taux (3/1)	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	6 366,48	6 366,48	4 562,36	71,66%	43,39%
141 Impôts généraux sur les biens et services	4 472,99	4 472,99	4 128,05	92,29%	39,26%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	4 472,99	4 472,99	4 128,05	92,29%	39,26%
1411002 TVA à l'importation	4 302,02	4 302,02	3 934,83	91,46%	37,42%
1411003 TVA sur FINEX	170,97	170,97	193,22	113,01%	1,84%
142 Les accises	1 893,49	1 893,49	434,31	22,94%	4,13%
14210 Droits d'accises	204,99	204,99	204,45	99,74%	1,94%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	1 688,50	1 688,50	229,86	13,61%	2,19%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	5 740,93	5 543,41	5 095,67	88,76%	48,46%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	4 256,84	4 059,32	3 574,83	83,98%	34,00%
15110 Droit fiscal à l'Importation	3 436,58	3 239,06	2 818,69	82,02%	26,81%
15111 Droit de Magasinage	0,69	0,69	0,98	142,26%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	82,27	82,27	90,69	110,23%	0,86%
15113 Redevances de liquidation	652,47	652,47	584,85	89,64%	5,56%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	3,59	3,59	5,98	166,74%	0,06%
15115 Taxe Enregistrement Douane	37,01	37,01	28,79	77,79%	0,27%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	32,94	32,94	24,56	74,57%	0,23%
15118 Amendes et confiscations douanières	2,22	2,22	12,48	560,93%	0,12%
15119 Redevances de prestation administratives	9,07	9,07	7,81	86,13%	0,07%
152 Taxes à l'exportation	1 484,09	1 484,09	1 520,84	102,48%	14,46%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 480,54	1 480,54	1 517,07	102,47%	14,43%
15213 Droit fiscal à la Sortie	3,55	3,55	3,77	106,20%	0,04%
Total	12 107,41	11 909,89	9 658,03	79,77%	91,85%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	309,42	309,42	292,05	94,39%	2,78%
RER	284,73	284,73	565,09	198,46%	5,37%
Total yc RER et Autre compte	12 392,14	12 504,04	10 515,17	84,85%	100,00%

Source : DGD

○ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCPP)**

A fin décembre 2021, la recette centrale du Trésor a encaissé 1 711,55 Mds sur un objectif de 1 804,41 Mds, soit 94,85% de réalisation. Ces encaissements concernent les recettes fiscales pour 539,73 Mds et les autres recettes pour 1 170,68 Mds.

La moins-value sur l'objectif assigné à cette régie s'explique par le faible niveau de recouvrement :

- des dividendes dus au non-paiement du reliquat des dividendes de la SOGEKA ;
- des redevances des sociétés de pêches, minières et de téléphones mobiles et ;
- des amendes et confiscations.

Tableau 11: Exécution des recettes collectées par la DGTCP à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Libellés	LFR 2021(1)	prévision fin décembre 2021 (2)	Réalisation décembre 2021(3)	Taux (3/1)	Part
1 RECETTES FISCALES	1 022,24	528,14	539,73	52,80%	31,53%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 022,24	528,14	539,73	52,80%	31,53%
141 Impôts généraux sur les biens et services	292,07	0,00	0,00	0,00%	0,00%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	292,07	0,00	0,00	0,00%	0,00%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	292,07	0,00	0,00	0,00%	0,00%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	730,17	528,14	539,73	73,92%	31,53%
14417 Redevances sociétés de pêche	134,20	115,67	89,19	66,46%	5,21%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collect. (diamant)	10,22	7,39	7,23	70,76%	0,42%
14419 Redevances exploitation minières	246,04	147,99	145,23	59,03%	8,49%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises (DDI-DDE)	80,47	45,03	135,46	168,33%	7,91%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	253,00	211,31	162,59	64,27%	9,50%
14425 Redevances chasses et faune	6,24	0,74	0,04	0,62%	0,00%
3 AUTRES RECETTES	782,17	720,80	1 170,68	149,67%	68,40%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	479,24	535,81	601,92	125,60%	35,17%
312 Dividendes	479,24	535,81	601,92	125,60%	35,17%
31210 Dividendes perçus	479,24	535,81	601,92	125,60%	35,17%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	254,72	151,75	132,90	52,17%	7,76%
321 Ventes des établissements marchands	76,06	17,68	21,55	28,34%	1,26%
32110 Locations d'actifs produits	48,02	7,36	1,48	3,07%	0,09%
32111 Locations d'actifs non produits	28,04	10,32	20,08	71,60%	1,17%
32111 Redevances domaniales	0,00	10,32	20,08	#DIV/0!	1,17%
322 Droits et frais administratifs	178,65	134,07	111,34	62,32%	6,51%
32211 Frais judiciaires	0,90	0,60	1,26	140,63%	0,07%
32212 Recettes Consulaires	7,27	3,63	2,12	29,14%	0,12%
32222 ventes de passeports	47,08	34,69	52,77	112,07%	3,08%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	3,80	2,44	17,85	469,73%	1,04%
32214 Cartes de séjours étrangers résidents	5,96	3,46	3,23	54,15%	0,19%
32216 Droits et Frais de cartes nationales d'identité	3,02	2,39	1,91	63,25%	0,11%
32217 Vente de documents administratifs	2,47	5,78	3,36	136,38%	0,20%

Libellés	LFR 2021(1)	prévision fin décembre 2021 (2)	Réalisation décembre 2021(3)	Taux (3/1)	Part
32219 Droits Topographiques	0,65	0,68	0,81	125,26%	0,05%
32223 Permis de conduire	1,53	1,24	1,37	89,59%	0,08%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	105,98	79,17	25,71	24,26%	1,50%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,00	0,00	0,95		0,06%
323 Ventés résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00		0,00%
32310 Frais et Droits d'inscription aux examens et concours	0,00	0,00	0,00		0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	7,83	6,49	7,44	95,04%	0,43%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	7,83	6,49	7,44	95,04%	0,43%
33110 Amendes judiciaires	0,00	0,00	0,15		0,01%
3311100 Amendes Polices routières	0,81	0,94	0,12	14,63%	0,01%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,86	0,57	0,06	7,58%	0,00%
33113 Amendes Pêche	6,16	4,98	7,10	115,36%	0,41%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35 RECETTES DIVERSES	40,39	26,75	428,43	1060,78%	25,03%
351 Recettes diverses	40,39	26,75	428,43	1060,78%	25,03%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,00	0,00	0,00		0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	40,34	26,75	39,96	99,06%	2,33%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,05	0,00	1,58	3345,13%	0,09%
35114 Recettes Exceptionnelles	0,00	0,00	386,89		22,60%
Total DNTCP1	1 804,41	1 248,94	1 710,42	94,79%	99,93%
Total DNTCP2	0,00	0,12	1,13		0,07%
cession d'actif et consignation	0,00	0,12	1,13		0,07%
Total DNTCP yc CADASTRE	1 804,41	1 249,06	1 711,55	94,85%	100,00%

Source : TDB/DGTCP

II - SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2021 porte sur les aspects suivants :

- Dépenses du plan de riposte de la COVID 19
- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer ;
- Situation des délégations de crédits.

II -1 Plan de riposte de la COVID 19

Un plan de riposte à la pandémie a été adopté en avril 2020, comprenant trois composantes : sanitaire, économique et sociale. La mise en œuvre de la riposte s'appuie sur un compte intitulé « *Fonds spécial de riposte au covid-19 et de stabilisation économique* », ouvert dans les livres de la BCRG pour recevoir toutes les ressources mobilisées dans le cadre de la riposte à la covid-19.

Situation du Fonds Spécial de Riposte à la COVID-19 et de Stabilisation Economique

• Ressources

Les ressources mobilisées en 2021 en faveur du Fonds Spécial de Riposte à la COVID-19 et de Stabilisation Economique ont atteint 398,51 Mds, portant le total des ressources enregistrées au titre du Fonds à 1 785,88 Mds selon le détail suivant en GNF :

- Contributions de l'Etat.....338,53 Mds ;
- Contributions au Fonds de concours39,14 Mds ;
- Opération de vente des vaccins20,84 Mds.

Tableau 12: Situation du Fonds Spécial de Riposte à la COVID-19

Nature	Montant fin 2020	Contribution 2021	Montant fin 2021
I- CONTRIBUTIONS DE L'ETAT	1 001,47	338,53	1 340,00
<i>Ponction sur le prix du carburant</i>	581,36	0,00	581,36
<i>Report d'échéance du service de la dette extérieure</i>	373,60	328,32	701,92
<i>Transfert Solde compte EBOLA</i>	46,50	10,21	56,71
II- CONTRIBUTIONS AU FONDS DE CONCOURS	385,91	39,14	425,04
<i>Personnes physiques et morales de droit privé</i>	20,77	39,14	59,91
<i>Personnes morales de droit public</i>	194	0,00	194
<i>Bailleurs internationaux (bi et multilatéraux)</i>	363,20	0,00	363,20
III- OPERATIONS DE VENTE DE VACCINS	-	20,84	20,84
<i>Vente de vaccins</i>	-	20,84	20,84
TOTAL RESSOURCES (1) = I+II+III	1 387,37	398,51	1 785,88

• Dépenses

Les dépenses payées au cours de l'année 2021 sur les ressources du Fonds s'élèvent à 484,50 Mds et sont réparties comme suit par composante du Plan de riposte :

- Composante sanitaire : 408,68 Mds
- Composante sociale : 64,89 Mds

- Appui au secteur privé : 10,93 Mds

Le solde du compte Fonds Spécial arrêté à 728,39 Mds à la fin de l'exercice 2020 se chiffre ainsi à 642,40 Mds au 31 décembre 2021³.

II -2 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements de crédits opérés au cours de l'année 2021 se chiffrent à 6 394,32 Mds. Ils se décomposent en ouvertures de 2 897,97 Mds de crédits et l'annulation de 3 496,35 Mds de crédits.

Le tableau n°13 ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par Ministère et Institution à fin décembre 2021.

Tableau 13 : Situation des mouvements de crédits à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Section s	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
1	Présidence de la République	667,36	327,38	33,60	293,78	961,14
2	Primature	72,54	1,34	23,30	-21,96	50,58
3	Ministère de la Défense	2 400,16	18,34	17,74	0,60	2 400,76
4	Min.Admin.Terr.Dec	930,80	100,32	276,53	-176,21	754,60
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	473,95	0,00	15,88	-15,88	458,07
6	Min.Justice.Gar.Scea	266,19	19,51	34,24	-14,74	251,46
7	Min.Aff.Etran.GEtran	449,02	13,27	12,94	0,34	449,36
8	Ministère du Plan	157,31	2,75	10,25	-7,50	149,81
9	Min.Eco.et Finances	316,39	47,33	32,61	14,72	331,12
10	Min. Travail et FP	164,94	6,05	10,02	-3,97	160,97
11	Min.de l'Agr	276,40	49,18	79,70	-30,52	245,88
12	Min.Pêche & Aquacul	60,70	0,00	4,55	-4,55	56,15
13	Min.Géo.Min	81,35	0,00	13,91	-13,91	67,44
14	Min. Travaux. Pub.	1 186,84	1 008,03	196,46	811,56	1 998,41
15	Min. Urb . Habit. Const	104,96	5,11	20,17	-15,06	89,89

³ Les informations sont postées mensuellement sur le site web du Ministère en charge des Finances (<https://mef.gov.gn/>).

Section s	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
16	Mn.Comm	55,24	2,21	3,87	-1,66	53,58
17	Min. Hôtel. Tourisme	64,09	14,30	12,70	1,60	65,69
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 186,64	71,83	370,96	-299,14	887,51
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	160,25	13,12	47,94	-34,81	125,44
20	Min. Ens.pré.univ	1 814,19	168,65	59,27	109,38	1 923,57
21	Min. Ens.Tech&FP	246,45	59,98	106,15	-46,16	200,29
22	Minist. Information	49,39	0,00	4,07	-4,06	45,33
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	69,33	13,46	20,49	-7,03	62,30
24	Assemblée.Nationale	357,82	19,00	15,00	4,00	361,82
25	Cour Suprême	142,67	0,00	0,00	0,00	142,67
26	Haute Autorité. Comm	16,86	0,00	0,00	0,00	16,86
27	Conseil Eco. Social	79,37	28,41	0,00	28,41	107,78
28	Secrétaire. GI Gouv	16,73	3,33	10,55	-7,22	9,50
29	Ministère coopération l'intégration africaine	33,65	2,50	18,15	-15,65	18,00
30	Sec. Affair.Relig.	26,51	0,00	44,89	-44,88	-18,37
31	Min.Envirón.Eaux.For	176,57	2,71	7,41	-4,70	171,87
32	Ministère Transports	64,83	6,53	16,96	-10,43	54,41
33	Grande Chancel.	16,37	0,00	0,00	0,00	16,37
34	Min. Ens.Sup.Rec.	1 132,10	195,05	75,63	119,42	1 251,52
35	Grands Projets	75,33	8,00	18,25	-10,25	65,08
36	Min. Etat Energie Env	3 367,65	2 840,97	359,68	2 481,28	5 848,94
37	Min. Tél. Econ.Num	107,78	49,78	23,96	25,82	133,60
40	Ministère Elevage	11,23	0,00	21,58	-21,58	-10,34
41	Min. Industrie et PME	82,49	0,00	16,13	-16,13	66,37

Section s	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
43	Min.Cultu.Arts.Patri	105,83	5,32	95,00	-89,68	16,15
46	Sec Etat Antidrogue	5,15	0,00	1,01	-1,01	4,14
50	Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	0,00	0,00	3,68
63	Ministère des Sports	67,46	96,82	11,34	85,48	152,94
64	Min.du Budget	100,99	3,85	33,60	-29,74	71,25
67	Médiateur.Répub	18,34	0,00	5,00	-5,00	13,34
69	CENI	24,29	0,00	50,00	-50,00	-25,71
72	Cours.Const	222,21	0,00	0,00	0,00	222,21
73	Cour des Comptes	66,35	0,00	0,00	0,00	66,35
74	Haute Cour de Justice	2,04	0,00	0,00	0,00	2,04
75	Haut Conseil Collectivité	2,21	0,00	0,00	0,00	2,21
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	8,39	0,00	0,00	0,00	8,39
77	Min.UniteNat.Citoy	15,09	0,16	4,26	-4,10	10,99
78	Ministère des investis et du PPP	19,26	4,71	7,74	-3,04	16,23
79	Ministère charge des hydrocarbures	14,67	0,00	3,63	-3,63	11,04
80	Ministère l'hydraulique et de l'assainissement	197,61	45,72	21,48	24,23	221,84
81	Ministère du travail et des lois sociales	0,00	0,00	13,31	-13,31	-13,31
82	Ministère droits l'auto des femmes	32,17	24,80	10,21	14,59	46,76
98	Autres dépenses de la Présidence République	377,59	289,83	362,43	-72,60	305,00
99	Dépenses Communes	4 901,81	824,65	243,40	581,25	5 483,05
Total		23 147,59	6 394,32	2 897,97	3 496,35	26 643,94

Sources : DGB/DNSI

II-3 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 31 décembre 2021 se chiffre à 18 416,65 Mds pour une prévision en LFR de 29 445,13 Mds correspondant à un taux de

réalisation de 62,55%. Cette exécution comparée à celle de 2020 (15 558,67 Mds) enregistre une amélioration de 2 857,98 Mds.

Les dépenses engagées ont atteint 19 466,33 Mds dont 83,16% de ce montant a été payé.

Les dépenses budgétaires payées hors financement extérieur atteignent 16 188,68 Mds, soit 69,94% de la prévision en LFR (23 147,59 Mds). Elles correspondent à des dépenses courantes pour 15 560,89 Mds (96,12%) et des dépenses d'investissement pour 627,80 Mds (3,88%).

Sur la base des prises en charge comptable, les dépenses y compris FINEX se chiffrent à 24 062,15 Mds.

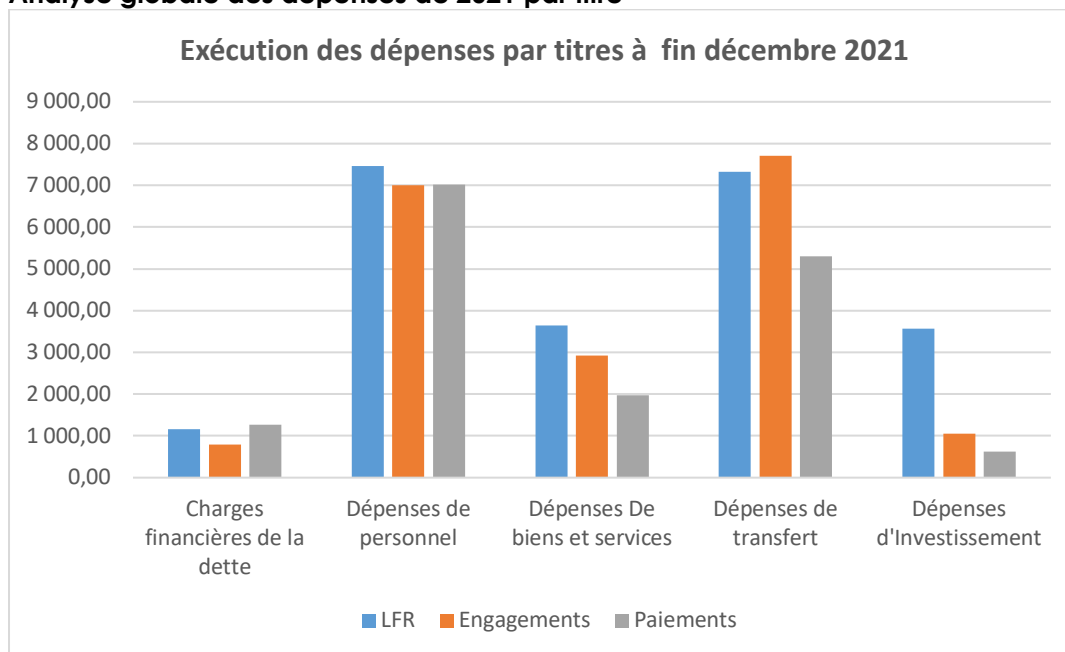
Le tableau 14 ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre au 31 décembre 2021.

Tableau 14: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFR	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement	Engagements		Paiements	
					Montant	Tx 2021	Montant	Tx 2021
Charges financières de la dette	1 153,06	0,00	1 153,06	965,59	785,39	68,11%	1 272,66	110,37%
Dépenses de personnel	7 468,74	94,68	7 563,41	6 939,55	7 006,45	93,81%	7 017,08	93,95%
Dépenses De biens et services	3 637,06	-14,83	3 622,22	3 204,98	2 916,60	80,19%	1 976,74	54,35%
Dépenses de transfert	7 319,71	2 794,39	10 114,11	5 497,20	7 708,33	105,31 %	5 294,41	72,33%
Dépenses d'Investissement	3 569,02	622,12	4 191,14	2 954,48	1 049,56	29,41%	627,80	17,59%
TOTAL	23 147,59	3 496,35	26 643,94	19 561,80	19 466,33	84,10%	16 188,68	69,94%

Sources : DGB, DNSI

Figure 3: Analyse globale des dépenses de 2021 par titre



II -3-1 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

Sur un objectif de 19 578,57 Mds prévu en LFR, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 15 560,89 Mds, soit un taux de réalisation de 79,48%. Ce niveau d'exécution se décline comme suit par titre :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur une prévision en LFR de 1 153,06 Mds, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 1 272,66 Mds, soit 110,37 %.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

IL a été payé un montant de 7 017,08 Mds, soit 93,95% de la prévision (7 468,74 Mds).

Sur la base des prises en charge comptable, ces dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 7 190,42 Mds. La différence constituerait des restes à payer de la période.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif de la LFR de 3 637,06 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services, un montant de 1 976,74 Mds, soit un taux d'exécution de 54,35%.

- **Titre IV : Dépenses de transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 5 294,41 Mds sur un objectif de la LFR de 7 319,71 Mds, soit un taux d'exécution de 72,33 %.

Sur la base des prises en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à

7 801,12 Mds dont 2 293,74 Mds exécutés en faveur de la Société d'Electricité de Guinée (EDG). Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 7 708,33 Mds (4,61% du PIB).

- **Titre V : Dépenses d'investissement**

L'exécution à fin décembre des dépenses d'investissements publics y compris FINEX se chiffre à 2 855,76 Mds contre une prévision de 9 866,56 Mds, soit un taux d'exécution de 28,94%. Cette exécution concerne les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 627,80 Mds (21,98%) et les dépenses sur financement extérieur pour 2 227,97 Mds (78,02%).

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau 15 ci-après.

Tableau 15: Exécution des projets FINEX par secteur à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

Nomenclature	PREVISION FINEX 2021				EXECUTION FINEX 2021		
	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage	PRETS	DONS	TOTAL
DEVELOPPEMENT RURAL	355 456,8	281 534,8	636 991,6	10,32%	209 565,21	92 732,34	302 297,55
Agriculture	327 198,8	216 294,1	543 492,9	8,81%	197 430,62	71 031,06	268 461,68
Élevage	0,0	8 000,0	8 000,0	0,13%	0,00	0,00	0,00
Pêche	3 000,0	48 830,0	51 830,0	0,84%	0,00	15 201,40	15 201,40
Forêt /Hydraulique Villageoise	25 258,0	8 410,7	33 668,7	0,55%	12 134,59	6 499,88	18 634,47
MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	2 789 410,8	364 281,9	3 153 692,7	51,11%	432 162,80	273 902,66	706 065,46
Mines -Géologie-Environnement	80 657,0	61 066,9	141 723,9	2,30%	0,00	15 455,60	15 455,60
Industrie-PME-Commerce-Artisanat	107 157,0	0,0	107 157,0	1,74%	15 468,10	9 889,80	25 357,90
Eau Urbaine	105 929,0	0,0	105 929,0	1,72%	110 323,50	28 686,60	139 010,10
Energie	2 495 667,8	303 215,0	2 798 882,8	45,36%	306 371,20	219 870,66	526 241,86
Hydraulique	0	0	0	0%	0	0	0
Hotellerie-Tourisme			0	0%			0
INFRASTRUCTURES	1 528 077,0	380 620,0	1 908 697,0	30,93%	515 971,86	34 093,50	550 065,36
Urbanisme-Habitat	0,0	46 121,0	46 121,0	0,75%	0,0	0,0	0,0
Travaux Publics	1 528 077,0	287 499,0	1 815 576,0	29,42%	515 971,86	34 093,50	550 065,36
Transport/Météo	0	47000	47 000	0,76%	0,0	0,0	0
Télécom/Postes	0	0	0	0%	0	0	0
SOCIAL	94 770,9	136 861,4	231 632,3	3,75%	111 696,15	208 893,32	320 589,47
Santé	0	0	0	0%	0	0	0
Santé Publiques	94 770,9	107 450	202 220,9	3,28%	111 696,15	110 675,60	222 371,75
Affaires Sociales	0	29 411,4	29 411,4	0,48%	0	21 386,14	21 386,14
Education	0	0	0	0%	0	21 479,40	21 479,40
Enseignement Pré-Universitaire	0	0	0	0%	0	0	0
Enseignement Sup/Recherche Scientifi	0	0	0	0%			0
Enseignement Technique/ Formation Profession	0	0	0	0%	0	121 915,06	121 915,06
Jeunesse et Sports	0	0	0	0%	0	0	0
ADMINISTRATION/DÉCENTRALISATION	192 232,2	47 756	239 988,2	3,89%	28 403,67	253 984,28	282 387,95
Administration Générale	114 728	47 756	162 484	2,63%	16 728,50	161 136,68	177 865,18
Décentralisation /Sécurité/ Défense	77 504,2	0	77 504,2	1,26%	11 675,17	92 847,60	104 522,77
TOTAL HORS TAXES	4 959 947,7	1 211 054,1	6 171 001,8	100,00%	1 297 799,69	930 168,98	2 227 968,68

Source : DNIP

Au 31 décembre 2021, le niveau d'exécution du financement extérieur s'est établi à 2 227,97 Mds dont 1 297,80 Mds au titre de prêts et 930,17 Mds de dons. Ces données concernent uniquement la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP) et ne sont par conséquent pas exhaustives.

II -3-2 Situation des instances de paiement au 31 décembre 2021

Le total des instances de paiement constituées au titre de l'exercice 2021 se chiffre à 4 086,37 Mds GNF dont 1 829,41 Mds GNF pris en charge par l'Agent Comptable Centralisateur du Trésor et 2 256,97 Mds GNF pris en charge par la Paierie Générale du Trésor.

Parmi ces dépenses prises en charge, 146,98 Mds GNF représentent les dépenses de personnel, 957,10 Mds pour les dépenses de biens et services, 2 474,61 Mds pour les dépenses de transferts et 507,69 Mds pour les dépenses d'investissement.

II -3-3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés

Globalement, les délégations de crédits payés en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 957,22 Mds et concernent les services de l'intérieur pour 956,59 Mds et de l'extérieur pour 0,62 Mds (ambassades et missions diplomatiques et consulaires) conformément aux données figurant dans les tableaux n° 16 et n°17.

La répartition annuelle des délégations de crédits se présente de la manière suivante :

Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'intérieur à fin décembre 2021 (en Mds de GNF)

D_SECTIO	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	Tx	ORDONNANCE	Tx	PAYE	Tx
04	Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation	356	14 233,09	7 341,65	51,58%	7 341,63	51,58%	2 999,21	21,07%
05	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	1	650,00	0	0%	0	0%	0	0%
06	Ministère de la Justice	43	19 610,51	0	0%	0	0%	0	0%
8	Ministère de la Justice	47	942,44	0	0%	0	0%	0	0%
09	Ministère de l'Economie et des Finances	84	7 234,48	340	4,70%	340,0	4,70%	0	0%
11	Ministère de l'Agriculture	38	82 764,09	35 253,96	42,60%	34 656,40	41,87%	26 811,32	32,39%
12	Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	44	9 452,70	6 740,0	71,30%	3 800	40,20%	3 800	40,20%
13	Ministère des Mines et de la Géologie	3	2 619,20	2 619,20	100%	2 619,20	100,00%	0	0,0%
14	Ministère des Travaux Publics	24	607 197,06	376 912,86	62,07%	376 912,86	62,07%	296 744,29	48,87%
15	Ministère de la Ville et de l'Amenagement du Territoire	43	4 175,88	0	0%	0	0%	0	0%
16	Ministère de la Ville et de l'Amenagement du Territoire	4	367,88	0	0%	0	0%	0	0%
17	Ministère de l'Hôtellerie, du Tourisme et de l'Artisanat	43	2 704,13	0	0%	0	0%	0	0%
18	Ministère de la Santé	81	385 583,82	269 015,00	69,77%	268 463,44	69,63%	146 634,32	38,03%
19	Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Feminine et de l'Enfance	8	12 982,20	3 373,30	25,98%	3 373,30	25,98%	0,0	0%
20	Ministère de l'Enseignement Pre Universitaire et de l'Alphabétisation	43	46 918,02	16 242,65	34,62%	15 671,00	33,40%	13 111,00	27,94%
21	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail	58	34 482,45	16 372,00	47,48%	16 372,00	47,48%	13 578,50	39,38%
22	Ministère de la Communication	1	1 500,00	0	0,00%	0	0%	0	0%
23	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi Jeune	43	830,04	0	0,00%	0	0%	0	0%
30	Secretariat General des Affaires Religieuses	0	0	0		0		0	
31	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts	22	30 492,71	28 933,10	94,89%	28 933,10	94,89%	15 771,32	51,72%
32	Ministère des Transports	1	0	0		0		0	
34	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	28	430 182,88	414 764,15	96,42%	414 764,15	96,42%	390 749	90,83%
36	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique	8	60 770,94	35 900,00	59,07%	35 900,00	59,07%	6 850	11,27%
40	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	4	0	0,00		0,00		0	
41	Ministère de l'Industrie, des Pme et de la Promotion du Secteur Privé	4	564,16	356,50	63,19%	200	35,45%	0	0%
43	Ministère de la Culture, des Sports et du Patrimoine Historique	2	5 394,55	4 999,83	92,68%	4 999,83	92,68%	0	0%
51	Région Administrative de Boké	1	556,97	0	0%	0	0%	0	0%
52	Région Administrative de Faranah	1	445,58	0	0%	0	0%	0	0%
53	Région Administrative de Kankan	1	556,97	0	0%	0	0%	0	0%
54	Région Administrative de Kindia	1	556,97	0	0%	0	0%	0	0%
55	Région Administrative de Labé	1	556,97	0	0%	0	0%	0	0%
56	Région Administrative de Mamou	1	334,18	0	0%	0	0%	0	0%
57	Région Administrative de N'Zérékoré	1	668,36	0	0%	0	0%	0	0%
64	Ministère du Budget	58	6 481,62	0	0%	0	0%	0	0%
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	55 546,31	43 696,31	78,67%	43 696,31	78,67%	39 544,31	71,19%
98	Structures Rattachées PRG	2	3 058,17	27,23	0,89%	27,23	0,89%	0,0	0%
Total		1 105	1 830 415,32	1 262 887,73	68,99%	1 258 070,43	68,73%	956 593,67	52,26%

Tableau 17: Situation des délégations de crédits de l'extérieur à fin décembre (en Mds de GNF)

SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	Tx	ORDONNANCE	Tx	PAYE	Tx
3	Ministère de la Présidence Charge de la défense Nationale	14	286,41	284,65	99,38%	284,65	99,38%	284,54	99,34%
7	Ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger	46	380,79	371,91	97,67%	371,91	97,67%	291,01	76,42%
10	Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'état et de la Modernisation de l'Administration	1	3,62	2,87	79,41%	2,87	79,41%	2,87	79,41%
30	Secrétariat Général des Affaires Religieuses	3	2,26	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
78	Ministère en Charge des investissements et du Partenariat Public Privé	1	4,75	2,79	58,82%	2,79	58,82%	2,79	58,82%
98	Structures Rattachées PRG	2	44,16	41,47	93,90%	41,47	93,90%	41,40	93,74%
Total		67	721,99	703,69	97,47%	703,69	97,47%	622,61	86,24%

II -3-4 Situation de l'exécution des dépenses des budgets d'affectation spéciale

• Situation de la mobilisation des recettes en faveur du FNDL/ANAFIC

Dans le cadre de la mise en application de l'article 165 du code minier, le Fonds National de Développement Local (FNDL) a été créé en 2016 à travers la Loi N° 2016/001/AN puis en 2017, l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) à travers le décret D/2017/298/PRG/SGG, pour assurer sa gestion et le rendre opérationnel.

Après le lancement de la phase opérationnelle de l'ANAFIC et du FNDL, les années 2019 et 2020 ont représenté un tournant majeur dans le processus d'institutionnalisation du mécanisme de financement des collectivités locales et des instruments de gestion participative et inclusive des ressources financières à mettre à la disposition de celles-ci. En effet, les ressources mobilisées à travers les budgets d'affectations spéciales de ces deux exercices budgétaires, ont permis aux collectivités locales de conduire de manière effective, l'exercice de la maîtrise d'ouvrage du développement local et des politiques publiques nationales sur leurs territoires respectifs, notamment en matière d'aménagement du territoire, d'éducation, de santé, d'hydraulique, de gestion des ressources naturelles et de développement rural.

La situation de l'exécution des transferts du BAS FNDL à l'ANAFIC de 2019 à 2021 se présente comme suit :

- 2019, elle s'est chiffrée à 264,34 Mds contre une prévision de 517,82 Mds, soit un taux d'exécution de 51,05% ;
- 2020, l'exécution s'est chiffrée à 253,48 Mds contre une prévision de 541,41 Mds, soit 46,82% ;
- 2021, le paiement par le Trésor est d'un montant de 92,68 Mds⁴ GNF sur une prévision de 402,63 Mds GNF de la LFR 2021, soit 23,70% de décaissement représentant la rétrocession des taxes minières au titre de l'exercice 2021.

⁴ Ce montant correspond aux décaissements effectifs de l'ANAFIC pour le financement des Collectivités.

Le tableau 18 ci-dessous décrit la situation de décaissement de l'ANAFIC de 2019 à 2021.

Tableau 18: Situation des transferts du BAS FNDL à l'ANAFIC de 2019 en 2021, en Mds de GNF

Année	Prévision (1)	Décaissement (2)	Taux d'exécution (2/1)
2019	517,82	264,34	51,05%
2020	541,41	253,48	46,82%
2021	402,63	92,68	23,70%
Total	1 461,86	610,49	41,76%

Source : Rapport ANAFIC

- **Situation d'exécution du FODECCON**

L'exécution des dépenses du Fonds de Développement des Communes de Conakry au titre du troisième trimestre 2021 se chiffre à 158,56 Mds pour une prévision de 375,46 Mds correspondant à un taux d'exécution de 42,23%. Cette exécution a servi au lancement des travaux en faveur des communes de Conakry et au fonctionnement de la structure.

- **Le Fonds Commun de l'Education (FCE)**

Le Fonds Commun de l'Education est un dispositif d'assistance technique mis en place par le Gouvernement guinéen pour venir en appui au Programme décennal de l'éducation (ProDEG) afin de renforcer les compétences des cadres de l'administration et ainsi répondre aux besoins éducatifs de la population.

La Loi de Finances rectificative 2021 a prévu 126,54 Mds en faveur du FCE. Les ressources de ce fonds proviennent des appuis attendus de l'AFD pour 122,68 Mds et de l'UNICEF pour 3,86 Mds.

A fin décembre 2021, les paiements se sont élevés à 0,87 Mds.

- **Le Registre Social Unifié (RSU)**

Le RSU est un BAS qui contient des données socioéconomiques des ménages pauvres classifiés par niveau de pauvreté afin d'améliorer la coordination, la rationalisation des dépenses et éviter la dispersion des aides.

Les ressources de ce BAS sont constituées de 50% des 90% des droits d'accises, telles que prévues en loi de finances. Les dépenses sont relatives à l'identification, à l'enregistrement et au suivi des personnes physiques bénéficiaires de l'aide sociale.

Il est à noter que ce BAS n'a connu aucune exécution au titre de l'exercice 2021.

III – SOLDE BUDGETAIRE

Solde de base

Le solde de base à fin décembre 2021, se chiffre à -1 184,19 Mds (-0,71% du PIB) contre un objectif plancher de 1 532,69 Mds (0,93% du PIB). L'écart se solde par une baisse de 2 716,88 Mds.

Solde net de gestion

Le solde net de gestion s'est établi à 959,98 Mds contre un repère de la LFR de -3 535 Mds. Il permet de couvrir partiellement les investissements à hauteur de 3 700,35 Mds, ce qui dégage un besoin de financement de 2 740,37 Mds.

IV – OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement d'un montant de 22 202,70 Mds contre des charges de financement de 19 453,29 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement de la période se chiffrent à 22 202,70 Mds contre 8 372,83 Mds prévus dans la LFR 2021.

Les ressources mobilisées se décomposent en :

- solde budgétaire (4 729,77 Mds) ;
- emprunts de 12 501,12 Mds (dont emprunts intérieurs pour 10 132,97 Mds et en emprunts extérieurs pour 2 097,35 Mds) ;
- dépôt sur les comptes des correspondants du trésor (4 513,05 Mds) ;
- remboursement de prêts accordés (427,33 Mds) et en autre remboursement de prêts (31,09 Mds). (Voir tableau n°25 en annexe).

En ce qui concerne les emprunts intérieurs, ils sont constitués essentiellement des souscriptions aux bons du trésor.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 19 453,29 Mds contre 4 837,82 Mds prévus au 31 décembre 2021. Cette exécution concerne le solde budgétaire négatif pour 1 630,79 Mds, le remboursement du capital des emprunts pour 12 647,29 Mds, les retraits sur les comptes des correspondants du trésor pour 4 674,40 Mds, les prêts accordés pour 467,59 Mds et autres prêts et avances accordés pour 33,21 Mds.

En ce qui concerne le remboursement du capital des emprunts, il se décompose en remboursement du capital des emprunts intérieurs pour 12 047,63 Mds et le remboursement du capital des emprunts extérieurs pour 599,67 Mds.

Les instances de paiement

Au 31 décembre 2021, les instances de paiement se chiffrent à 4 432,60 milliards GNF réparties comme suit :

- Dépenses de personnel : 396,28 milliards GNF ;
- Dépenses de biens et services : 828,41 milliards GNF ;
- Dépenses de transfert : 2 680,70 milliards GNF ;
- Dépenses d'investissement : 527,22 milliards GNF.

Dans la loi de finances initiale pour 2022, il est inscrit un montant de 2 213 Mds au titre de l'apurement partiel de ces instances. Une partie de ce montant, soit 54 millions US dollars, provient des Droits de Tirages Spéciaux alloués à la Guinée.

Tableau 19: Situation des ressources et des charges de financement à fin décembre 2021

Code NBE	LIBELLE	LFR 2021(1)	réal décembre 2021(2)	Taux (2/1)	réal décembre 2020(4)	Taux d'accrois(2/4)
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	8 372,83	22 202,70	265,18%	6 246,32	255,45%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		4 729,77			
31	CESSION D'ACTIFS	0,33	0,34	101,40%	0,24	43,40%
32	EMPRUNTS	8 059,21	12 501,12	155,12%	6 021,13	107,62%
321	Emprunts Intérieurs	2 340,90	10 132,97	432,87%	2 632,17	284,97%
	<i>dt Banque commerciale</i>	840,90	270,80	32,20%	2 632,17	-89,71%
322	Emprunts Extérieurs	5 718,31	2 097,35	36,68%	3 388,96	-38,11%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0	4 513,05		0	
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	313,28	427,33	136,40%	224,96	89,96%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00			0,00	
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00			0,00	
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,00			0,00	
344	Remboursements de prêts par des particuliers		427,33			
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	313,28		0%	224,96	-100%
349	Autres remboursements de prêts	0,00	31,09		0,00	
4	CHARGES DE FINANCEMENT	4 837,82	19 453,29	402,11%	2 242,12	767,63%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF		1 630,79			
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	4 837,82	12 647,29	261,43%	2 242,12	464,08%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	3 844,59	12 047,63	313,37%	2 235,56	438,91%
	<i>dt Banque Centrale</i>	283,74		0%	-1 699,08	-100%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	993,23	599,67	60,38%	6,55	9048,66%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		4 674,40			
43	PRETS ACCORDES	0,0	467,59		0,0	
431	Prêts accordés à des Collectivités locales					
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)					
433	Prêts accordés à des entreprises					
434	Prêts accordés à des particuliers		467,59			
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)					
439	Autres prêts et avances accordés		33,21			
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et	0	0	0	0	
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	1 532,69	-1 184,19	-77,26%	-3 305,85	-64,18%
	Solde de base % PIB	0,93%	-0,71%	-76,33%	-2,26%	-68,59%
	PIB	165 130,0	167 155,0	1,0	146 582,0	0,1
	Taux de change USD	9 678,0	9 678,0	1	9 790,0	-1,14%
	Pression Fiscale hors Dons	14,54%	12,76%	87,73%	11,82%	7,95%

V – CONCLUSION

L'exécution budgétaire à fin décembre 2021, présente une tendance pas très favorable en recettes (base encaissement) et en dépenses : les recettes ont été mobilisées à hauteur de 82,74% tandis que les dépenses ont été exécutées à hauteur de 62,55% par rapport à la prévision en LFR.

Comparativement à la situation de fin décembre 2020, l'exécution du budget de l'Etat fait globalement apparaître une hausse des recettes à hauteur de 3 506,31 Mds et une progression des dépenses toutes natures confondues de 2 857,98 Mds.

Le solde de base à fin décembre 2021 se chiffre à -1 184,19 Mds soit -0,71% du PIB contre un objectif de la période de 1 532,69 Mds, qui devait représenter 0,93% du PIB, soit un écart de -2 716,88 Mds.

La non atteinte des plafonds de dépenses de la période a permis de réduire progressivement les avances de la Banque Centrale au trésor, l'objectif étant de les supprimer à fin 2021.

Le solde net de gestion s'est établi à 959,98 Mds contre un repère à fin décembre de -3 535 Mds dégageant un besoin de financement de -2 740,37 Mds pour la couverture des dépenses.

ANNEXES

Annexe I. Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2021

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances de l'année 2021 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts.

Ces dispositions sont relatives :

A. À L'OBLIGATION DE DECLARATION DES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTERIELS EN MATIERE DE CESSIION IMMOBILIERE

ARTICLE 12/- L'article 167 du CGI est complété par l'alinéa 4 libellé ainsi qu'il suit :

Les officiers publics et ministériels sous la responsabilité desquels l'acte de mutation d'immeuble est établi doivent obligatoirement produire deux fois par année civile une situation arrêtée au 30 juin et au 31 décembre. Cette situation devra être déposée au Service de l'Enregistrement et du Timbre au plus tard le quinze du mois suivant, conformément à un modèle défini par voie réglementaire.

La déclaration dont le modèle sera défini par un arrêté du Ministre en charge du budget devra contenir, pour chaque cession :

- l'identité du cédant et du cessionnaire ;
- la nature du bien cédé ;
- le lieu de situation du bien ;
- la date et le prix de cession ;
- le montant de l'impôt sur la plus-value immobilière non professionnelle ;
- les numéros du folio et du bordereau de l'acte d'enregistrement.

B. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELARGISSEMENT DU CHAMP D'APPLICATION DU PRELEVEMENT FORFAITAIRE BIC

ARTICLE 13/- L'article 254 du CGI est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Article 254.- Il est également applicable aux achats locaux réalisés par :

1. les établissements publics, les sociétés d'économie mixte, les sociétés délégataires d'une mission de service public, les entreprises minières, gazières et pétrolières, les entreprises de carrières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurance, les établissements de microfinance, les sociétés de distribution et d'entrepôt de produits pétroliers, les entreprises de transports maritimes, les Organisations Non Gouvernementales étrangères, les Agences de coopération et de développement.
2. les sous-traitants immatriculés à la TVA, les établissements et entreprises visés au 1.

3. les distributeurs de cartes SIM et de recharges téléphoniques (physiques ou dématérialisées) immatriculés à la TVA.
4. les intermédiaires immatriculés à la TVA intervenant dans des opérations de transfert d'argent ou de paiement par téléphone.

C. DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSTAURATION D'UNE PROCEDURE D'ENTENTE DE RECOUVREMENT DES CREANCES FISCALES

ARTICLE 14/ - Il est inséré un article 678 bis libellé ainsi qu'il suit :

Article 678 bis. - Les Receveurs des Impôts peuvent, après accord de leur chef de centre ou chef de service des impôts, accepter les demandes de règlement échelonné présentées par les entreprises lorsque ces dernières sont confrontées à des difficultés passagères exceptionnelles et imprévisibles dûment justifiées.

En cas d'événements graves tels que des catastrophes naturelles, le Ministre en charge du Budget peut prendre des mesures de report de paiement en faveur des victimes.

L'octroi d'un délai de paiement ou d'un règlement échelonné entraîne la suspension gracieuse des poursuites et dispense les autorités d'avoir à publier le privilège du Trésor pour les créances qui en font l'objet.

D. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENCADREMENT DES EXONERATIONS FISCALES ET DOUANIERES

ARTICLE 15/ - Les exonérations fiscales et douanières accordées aux contribuables doivent être préalablement prévues par une loi ou par une convention dument ratifiée par l'Assemblée Nationale.

Les actes réglementaires peuvent fixer seulement les modalités d'application des exonérations prévues par la loi et les conventions. Ils ne peuvent en aucun cas en étendre le champ, la portée et la durée.

Les exonérations fiscales et douanières accordées aux contribuables sans fondement légal ou conventionnel doivent être annulées par arrêté du Ministre du Budget pour compter du 1^{er} avril 2021.

E. DISPOSITIONS RELATIVES A L'OBLIGATION DE DECLARATION ET DE PAIEMENT PAR VOIE ELECTRONIQUE

ARTICLE 16/ - Les contribuables peuvent dans les conditions définies par l'Administration, utiliser les procédés électroniques mis à leur disposition pour produire leurs déclarations fiscales et payer leurs impôts et taxes.

La Direction Nationale des Impôts peut rendre obligatoire pour tout contribuable ou catégorie de contribuables et dans les conditions qu'elle aura définies, l'utilisation des procédés électroniques de déclaration et de paiement.

Les renseignements à fournir dans les déclarations électroniques sont les mêmes que ceux qui sont fournis pour les déclarations sur formulaires physiques.

F. DISPOSITIONS RELATIVES À CERTAINES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES RÉGIMES D'EXONÉRATOIRES.

ARTICLE 17/ - L'article 701 du Code Général des Impôts est complété ainsi qu'il suit : Toutefois, l'Entreprise bénéficiaire de l'Agrément d'extension a l'obligation de tenir une comptabilité séparée permettant une individualisation effective des activités du projet d'extension.

G. DISPOSITIONS RELATIVES A LA TARIFICATION DES DROITS ET TAXES APPLICABLES A LA DELIVRANCE DES TITRES DE TRANSPORT TERRESTRE

ARTICLE 18/ L'alinéa 2 de la loi L/2005/003/AN du 20 avril 2005 relative aux actes délivrés par les Centres d'Administration d'Automobile (CADA) est modifié comme suit :

I- Emission des cartes grises et cartes d'autorisation des transports :

1. les cartes grises et les cartes d'autorisation des transports sont définitivement rangées dans les titres et valeurs et leur production sera exécutée par voie réglementaire ;
2. l'émission des cartes grises et des cartes d'autorisation des transports sera exécutée par les services compétents du Ministère de l'Economie et des Finances sur la base des spécifications techniques du Ministère en charge des transports à des droits et taxes allant de 60 000 GNF à 3 500 000 GNF ;
3. la ventilation de ses droits et taxes entre les catégories d'automobile et engins sera par une loi de finances ;
4. les droits fixés à l'alinéa 2 des dispositions 2-10 de la loi L 2005/003/AN du 20 avril 2005 relative aux droits de timbres applicables à la production des cartes grises sécurisées et des cartes d'autorisation des transports sont modifiés et complétées comme suit :

1) Re immatriculation :

Motocycle

Dont la Cylindrée est inférieure ou égale à 125 cc	200 000 FG
Dont la Cylindrée est supérieure 125 cc	200 000 FG

Véhicule légers

Dont la puissance est inférieure ou égale à 7 CV	400 000 FG
Dont la puissance est supérieure à 7 CV, inférieure ou égale à 12 CV	500 000 FG

Minus bus et bus

Nombre de places inférieur ou égal à 15	550 000 FG
Nombre de places compris entre 16 et 25	600 000 FG
Nombre de places supérieur à 25	850 000 FG

Camions

PTAC inférieur ou égal à 3,5 T	550 000 FG
PTAC compris entre 3,5 à 19 T	650 000 FG
PTAC supérieur 19 T	750 000 FG
Véhicule articulé (PTRA) inférieur ou égal à 12,5 T	500 000 FG
Véhicule articulé (PTRA) supérieur à 12,5 T	600 000 FG
Tracteur routier	1 250 000 FG
Remorques ou semi-remorques de PTAC	1 200 000 FG

II-Autorisations de transport :

A. Transport urbain de personnes :

Taxi moto dont le nombre de place égale à 2	60 000 FG
Taxi moto dont le nombre de place est supérieur à 2 et inférieur ou égal à 5	85 000 FG
Taxi urbain dont le nombre de places est égal à 5	85 000 FG
Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 5, inférieur ou égal à 15	150 000 FG

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 15, inférieur ou égal à 25	200 000 FG
---	------------

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 25	300 000 FG
---	------------

Véhicules de location	300 000 FG
-----------------------	------------

B. Transport interurbain de personnes :

Taxi interurbain dont le nombre de places est égal à 5	100 000 FG
--	------------

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 5, inférieur ou égal à 15 Transport urbain de personnes	120 000 FG
--	------------

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 15, inférieur ou égal à 25	380 000 FG
---	------------

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 25	450 000 FG
---	------------

C. Transport inter-Etat de personnes :

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 5, inférieur ou égal à 15	200 000 FG
--	------------

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 15, inférieur ou égal à 25	300 000 FG
---	------------

Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 25	450 000 FG
---	------------

D. Transport urbain de marchandises :

Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T	100 000 FG
--	------------

Camion dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T	150 000 FG
---	------------

Camion dont le PTAC est supérieur à 19 T	220 000 FG
--	------------

E. Transport interurbain de marchandises :

Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T	120 000 FG
--	------------

Camion dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T	200 000 FG
---	------------

Camion dont le PTAC est supérieur à 19 T	280 000 FG
--	------------

F. Transport inter-Etat de marchandises :

Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T	240 000 FG
Camion dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T	350 000 FG
Camion dont le PTAC est supérieur à 19 T	450 000 FG

G. Transport d'hydrocarbures et matières dangereuses :

Citerne dont la contenance est inférieure ou égale à 5000 litres	300 000 FG
Citerne dont la contenance est supérieure à 5000 Litres et inférieure ou égale à 20000 litres	450 000 FG
Citerne dont la contenance est supérieure à 20000 Litres et inférieure ou égale à 40000 litres	600 000 FG
Citerne dont la contenance est supérieure à 40000 Litres	1 200 000 FG

H. Transport exceptionnel :

Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T	300 000 FG
Véhicule dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T	450 000 FG
Véhicule dont le PTAC est supérieur à 19 T	600 000 FG

H. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CREATION D'UNE TAXE ADDITIONNELLE POUR LA DELIVRANCE DES CARTES GRISES DES VEHICULES ET ENGINES AGES DE PLUS DE DIX ANS

ARTICLE 19/- Il est créé à compter du 1^{er} janvier 2021, une taxe spéciale sur la délivrance de cartes grises pour les véhicules ou engins âgés de plus de dix ans.

Les tarifs, les modalités de liquidation et de paiement de cette taxe sont fixées par voie réglementaire.

I. DISPOSITIONS RELATIVE A L'EXONERATION DE LA TVA POUR LES EMBALLAGES ENTRANT DANS LA PRODUCTION DE LA FARINE DE BLE

ARTICLE 20/- La farine et les emballages ainsi que les additifs entrant dans sa production sont exonérés de la TVA à l'importation.

En plus de ces dispositions fiscales de la LFI, les mesures fiscales ci-après sont envisagées dans la LFR 2021 :

En matière de recettes :

- la mise en place du nouveau cadre institutionnel des régies et l'optimisation de la gestion de leurs ressources ;
- l'adaptation du cadre juridique fiscal et douanier en vue de renforcer la Lutte contre la Fraude et l'évasion fiscale, notamment pour les impôts à travers un renforcement de la qualité du contrôle fiscal dans les secteurs à fort enjeux ;
- l'accroissement de la base taxable de la Douane notamment par la facilitation des échanges commerciaux ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers : la poursuite du recensement et la localisation des contribuables, la fiabilisation du répertoire des contribuables et plus particulièrement l'attribution du Numéro d'Identification Fiscal (NIF) et la constitution d'une base de données avec la DGD, les marchés publics et d'autres administrations ;
- la sécurisation des recettes fiscales et douanières à travers notamment, pour les impôts, un renforcement de la qualité du contrôle fiscal dans les secteurs à fort enjeux, une action structurante de renforcement du civisme fiscal et la vulgarisation du nouveau Code des impôts ;
- la Facilitation des Procédures douanières et Optimisation des Technologies de l'Information et de la communication ainsi que la maturation du logiciel

SAFIG de la DNI et la finalisation de l'interconnexion DGI-DGD pour parvenir rapidement à l'optimum digital ;

- le renforcement des ressources humaines des administrations chargées de la mobilisation des recettes.

En matière de dépenses :

- maîtriser les dépenses courantes pour créer un espace budgétaire et augmenter les dépenses d'investissements prioritaires ;
- élargir le périmètre du Compte Unique du Trésor (CUT) pour renforcer la transparence, le suivi de l'exécution budgétaire et la gestion de trésorerie ;
- améliorer la gestion de trésorerie à l'effet de limiter le financement budgétaire auprès de la BCRG ;
- maîtriser les subventions accordées au secteur de l'électricité en contrepartie de la mise en œuvre des réformes engagées ;
- poursuivre la réforme de l'administration et de la fonction publique en vue d'une meilleure maîtrise des effectifs et de la masse salariale ;
- renforcer la gestion des investissements publics avec application des Autorisations d'engagement et des Crédits de paiement (AE/CP) ;
- poursuivre les réformes des organismes publics en application de la loi L/2017/056/AN du 28 décembre 2017 portant gouvernance financière des sociétés et établissements publics en république de guinée ;
- mise en œuvre des autorisations de plafonds d'emplois rémunérés ;
- finaliser l'implémentation du manuel de procédures d'exécution de la dépense publique ;
- appliquer strictement le respect du service fait conformément aux textes en vigueur ;
- gel des dépenses des Ministères et Institutions par les nouvelles Autorités .

Tableau 20: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin décembre 2021 (en de Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modificatio ns	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent décembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					décembre	Taux	décembr e	Taux	décembr e	Taux	décembr e	Taux
Présidence de la République	667,36	293,78	961,14	476,546	921,14	138,03%	239,90	35,95%	239,52	35,89%	605,82	90,78%
Primature	72,54	-21,96	50,58	64,231	58,42	80,53%	37,77	52,07%	37,75	52,04%	56,70	78,16%
Min.de la Défense	2400,16	0,60	2400,76	2304,165	2456,63	102,35%	1791,78	74,65%	1791,78	74,65%	2450,35	102,09%
Min. Admin. Terr. Déc	930,80	-176,21	754,60	239,048	90,19	9,69%	64,67	6,95%	64,05	6,88%	67,91	7,30%
Min.Sécurité.Prot.Ci	473,95	-15,88	458,07	257,058	436,92	92,19%	345,15	72,83%	340,89	71,93%	403,68	85,17%
Min.Justice.Gar.Sce a	266,19	-14,74	251,46	106,429	200,36	75,27%	148,41	55,75%	148,11	55,64%	190,70	71,64%
Min.Aff.Etran.GEtra n	449,02	0,34	449,36	365,034	401,97	89,52%	313,87	69,90%	313,53	69,82%	320,88	71,46%
Ministère du Plan	157,31	-7,50	149,81	175,739	75,27	47,85%	55,66	35,38%	55,37	35,20%	57,33	36,45%
Min.Eco.et Finances	316,39	14,72	331,12	156,793	259,74	82,09%	174,97	55,30%	172,89	54,64%	229,93	72,67%
Min. Travail et FP	164,94	-3,97	160,97	115,883	100,87	61,16%	83,02	50,34%	82,46	50,00%	75,61	45,84%
Min.de l'Agr	276,40	-30,52	245,88	249,813	191,25	69,19%	150,29	54,38%	147,96	53,53%	173,21	62,67%
Min.Pêche & Aquacul	60,70	-4,55	56,15	43,396	52,35	86,25%	39,67	65,35%	39,21	64,59%	46,02	75,81%
Min.Géo.Min	81,35	-13,91	67,44	69,259	65,26	80,22%	48,16	59,21%	47,56	58,47%	59,59	73,25%
Min.EtatTravaux.Pu b.	1186,84	811,56	1998,41	1332,172	482,97	40,69%	277,20	23,36%	276,96	23,34%	385,68	32,50%
Min. Urb. Habit. Const	104,96	-15,06	89,89	85,010	64,63	61,58%	52,14	49,68%	51,71	49,27%	49,81	47,46%
Mn.Comm	55,24	-1,66	53,58	48,243	44,53	80,61%	35,41	64,11%	34,87	63,12%	42,70	77,29%
Min. Hôtel. Tourisme	64,09	1,60	65,69	54,192	45,65	71,24%	27,57	43,02%	27,36	42,69%	30,97	48,32%
Min.Santé.Hy.Publiq	1186,64	-299,14	887,51	1922,695	895,59	75,47%	603,02	50,82%	590,92	49,80%	552,40	46,55%
Min. Aff. Soc P. F.&E	160,25	-34,81	125,44	128,293	77,05	48,08%	62,44	38,96%	60,61	37,82%	36,99	23,08%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent décembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					décembre	Taux	décembre	Taux	décembre	Taux	décembre	Taux
Min. Ens.pré.univ	1814,19	109,38	1923,57	2147,005	1566,17	86,33%	1225,57	67,55%	1225,57	67,55%	1608,65	88,67%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	246,45	-46,16	200,29	155,245	181,64	73,70%	147,52	59,86%	159,97	64,91%	157,36	63,85%
Minist. Information	49,39	-4,06	45,33	28,071	39,88	80,74%	30,41	61,57%	30,01	60,76%	39,00	78,96%
Min. Jeun.Emploi Jeu	69,33	-7,03	62,30	69,825	51,69	74,56%	39,44	56,90%	39,23	56,59%	33,86	48,84%
Assemblée.Nationa le	357,82	4,00	361,82	207,433	271,72	75,94%	267,88	74,86%	267,88	74,86%	271,72	75,94%
Cour Suprême	142,67	0,00	142,67	26,378	108,73	76,21%	101,64	71,24%	101,64	71,24%	108,56	76,09%
Haute Autorité. Comm	16,86	0,00	16,86	14,090	13,70	81,31%	13,27	78,72%	13,27	78,72%	13,70	81,31%
Conseil Eco. Social	79,37	28,41	107,78	52,755	62,06	78,19%	29,60	37,30%	29,60	37,30%	30,17	38,01%
Secr. Gal Gouv	16,73	-7,22	9,50	5,115	13,56	81,06%	10,21	61,03%	10,06	60,13%	13,08	78,22%
Ministère de la coopération et de l'intégration africaine	33,65	-15,65	18,00	11,493	23,58	70,08%	17,94	53,30%	17,71	52,63%	23,03	68,44%
Sec. Affair.Relig.	26,51	-44,88	-18,37	19,327	13,15	49,62%	11,26	42,49%	11,18	42,18%	11,47	43,26%
Min.Envirón.Eaux.Fo r	176,57	-4,70	171,87	213,703	172,19	97,52%	147,32	83,43%	146,14	82,77%	126,55	71,67%
Ministère Transports	64,83	-10,43	54,41	30,469	61,19	94,38%	49,49	76,33%	49,02	75,60%	55,91	86,23%
Grande Chancel.	16,37	0,00	16,37	16,265	12,42	75,88%	12,27	75,00%	12,27	74,98%	12,42	75,88%
Min. Ens.Sup.Rec.	1132,10	119,42	1251,52	817,961	1016,12	89,76%	868,16	76,69%	868,16	76,69%	970,53	85,73%
Grands Projets	75,33	-10,25	65,08	46,017	43,89	58,26%	31,47	41,77%	31,47	41,77%	24,28	32,23%
Min. Etat Energie Env	3367,65	2481,28	5848,94	2179,205	4563,53	135,51%	2359,66	70,07%	2359,42	70,06%	2391,80	71,02%
Min. Tél. Econ.Num	107,78	25,82	133,60	106,523	29,95	27,79%	22,85	21,20%	22,49	20,86%	26,33	24,43%
Ministère Elevage	11,23	-21,58	-10,34	19,602	11,32	100,79%	8,41	74,86%	8,27	73,64%	11,32	100,79%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modificatio ns	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent décembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					décembre	Taux	décembr e	Taux	décembr e	Taux	décembr e	Taux
Min.Industrie / PME	82,49	-16,13	66,37	71,370	54,78	66,41%	48,54	58,84%	48,31	58,56%	34,71	42,07%
Min.Cultu.Arts.Patri	105,83	-89,68	16,15	122,470	94,10	88,92%	64,09	60,55%	63,88	60,36%	81,01	76,55%
Sec Etat Anti drogue	5,15	-1,01	4,14	4,377	2,50	48,54%	2,50	48,54%	2,50	48,54%	1,50	29,13%
Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	3,68	3,712	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	67,46	85,48	152,94	36,525	99,20	147,04%	29,06	43,08%	29,06	43,08%	79,86	118,37%
Min.du sport	100,99	-29,74	71,25	53,704	62,68	62,06%	47,81	47,34%	47,17	46,70%	60,14	59,55%
Médiateur. Répub	18,34	-5,00	13,34	31,018	15,75	85,84%	12,87	70,18%	12,87	70,18%	14,37	78,34%
CENI	24,29	-50,00	-25,71	20,072	16,49	67,88%	14,70	60,53%	14,70	60,53%	16,49	67,88%
Cours. Const.	222,21	0,00	222,21	15,372	148,86	66,99%	147,85	66,53%	147,85	66,53%	147,51	66,38%
Cour des Comptes	66,35	0,00	66,35	57,004	55,04	82,96%	43,51	65,58%	43,51	65,58%	47,89	72,17%
Haute Cour de Justice	2,04	0,00	2,04	11,910	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,21	0,00	2,21	0,000	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	8,39	0,00	8,39	4,792	5,22	62,17%	4,96	59,13%	4,96	59,13%	5,22	62,17%
Min.UniteNat.Citoy	15,09	-4,10	10,99	4,388	11,67	77,37%	9,84	65,22%	9,60	63,65%	8,68	57,53%
Ministère en charge des investissements et du partenariat public-privé	19,26	-3,04	16,23	14,869	12,75	66,19%	11,81	61,32%	11,77	61,12%	7,25	37,64%
Ministère charge des hydrocarbures	14,67	-3,63	11,04	19,606	7,49	51,06%	6,63	45,20%	6,59	44,94%	6,99	47,66%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	197,61	24,23	221,84	71,068	155,95	78,92%	144,69	73,22%	144,34	73,04%	140,17	70,93%
Ministère du travail et des lois sociales	0,00	-13,31	-13,31	91,392	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent décembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					décembre	Taux	décembre	Taux	décembre	Taux	décembre	Taux
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	32,17	14,59	46,76	23,254	18,98	58,9	18,98	58,98%	18,98	58,98%	8,56	26,61%
Autres dépenses de la Présidence de la République	377,59	-72,60	305,00	131,504	96,28	25,50%	76,85	20,35%	76,85	20,35%	82,28	21,79%
Dépenses Communes	4901,81	581,25	5483,05	4412,908	3431,32	70,00%	2199,31	44,87%	2198,89	44,86%	3680,05	75,08%
Total	23 147,59	3 496,35	26 643,94	19 561,80	19 466,33	84,10%	12 829,47	55,42%	12 808,71	55,33%	16 188,68	69,94%

Tableau 21: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2021 (en de Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement décembre	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses D'investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	667,36	293,78	961,14	476,55	0,00	0%	209,42	31,38%	711,72	106,65%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	921,14	138,03%
Primature	72,54	-21,96	50,58	64,23	0,00	0%	4,97	6,85%	46,59	64,23%	6,30	8,69%	0,55	0,76%	58,42	80,53%
Min.de la Défense	2400,16	0,60	2400,76	2304,17	0,00	0%	1905,91	79,41%	236,51	9,85%	285,41	11,89%	28,80	1,20%	2 456,63	102,35%
Min.Admin.Terr.D ec	930,80	-176,21	754,60	239,05	0,00	0%	53,54	5,75%	1,94	0,21%	26,57	2,85%	8,14	0,87%	90,19	9,69%
Min.Sécurité.Prot .Ci	473,95	-15,88	458,07	257,06	0,00	0%	390,02	82,29%	29,76	6,28%	15,16	3,20%	1,98	0,42%	436,92	92,19%
Min.Justice.Gar. Scea	266,19	-14,74	251,46	106,43	0,00	0%	187,49	70,43%	3,87	1,45%	4,11	1,54%	4,89	1,84%	200,36	75,27%
Min.Aff.Etran.GE t ran	449,02	0,34	449,36	365,03	0,00	0%	123,38	27,48%	230,95	51,43%	43,72	9,74%	3,91	0,87%	401,97	89,52%
Ministère du Plan	157,31	-7,50	149,81	175,74	0,00	0%	24,71	15,71%	7,27	4,62%	2,66	1,69%	40,62	25,82 %	75,27	47,85%
Min.Eco.et Finances	316,39	14,72	331,12	156,79	0,00	0%	199,97	63,20%	22,29	7,04%	1,89	0,60%	35,60	11,25 %	259,74	82,09%
Min. Travail et FP	164,94	-3,97	160,97	115,88	0,00	0%	63,72	38,64%	6,71	4,07%	23,76	14,41%	6,68	4,05%	100,87	61,16%
Min.de l'Agr	276,40	-30,52	245,88	249,81	0,00	0%	139,48	50,46%	42,91	15,52%	5,41	1,96%	3,46	1,25%	191,25	69,19%
Min.Pêche & Aquacul	60,70	-4,55	56,15	43,40	0,00	0%	38,11	62,79%	0,79	1,31%	5,91	9,74%	7,54	12,42 %	52,35	86,25%
Min.Géo.Min	81,35	-13,91	67,44	69,26	0,00	0%	51,56	63,38%	2,95	3,62%	5,28	6,48%	5,47	6,73%	65,26	80,22%
Min.EtatTravaux. Pub.	1186,84	811,56	1998,41	1332,17	0,00	0%	21,52	1,81%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	461,44	38,88 %	482,97	40,69%
Min.Urb.Habit. Const	104,96	-15,06	89,89	85,01	0,00	0%	36,01	34,31%	4,03	3,84%	21,66	20,64%	2,93	2,79%	64,63	61,58%
Mn.Comm	55,24	-1,66	53,58	48,24	0,00	0%	35,69	64,61%	3,28	5,94%	5,56	10,06%	0,00	0,00%	44,53	80,61%
Min. Hôtel. Tourisme	64,09	1,60	65,69	54,19	0,00	0%	18,39	28,69%	2,23	3,48%	11,66	18,19%	13,38	20,87 %	45,65	71,24%
Min.Santé.Hy.Pu bliq	1186,64	-299,14	887,51	1922,70	0,00	0%	285,69	24,08%	435,05	36,66%	135,00	11,38%	39,84	3,36%	895,59	75,47%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	160,25	-34,81	125,44	128,29	0,00	0%	29,09	18,16%	5,35	3,34%	11,65	7,27%	30,95	19,32 %	77,05	48,08%
Min. Ens.pré.univ	1814,19	109,38	1923,57	2147,01	0,00	0%	1377,48	75,93%	129,42	7,13%	13,46	0,74%	45,82	2,53%	1 566,17	86,33%
Min. Emp. Ens.Tech&FP	246,45	-46,16	200,29	155,24	0,00	0%	108,37	43,97%	11,64	4,72%	42,19	17,12%	19,43	7,88%	181,64	73,70%

Minist. Information	49,39	-4,06	45,33	28,07	0,00	0%	36,11	73,11%	2,12	4,29%	1,65	3,34%	0,00	0,00%	39,88	80,74%
Min. Jeun. Emploi Jeu	69,33	-7,03	62,30	69,83	0,00	0%	17,48	25,22%	1,64	2,37%	20,31	29,30%	12,24	17,66 %	51,69	74,56%
Assemblée.Natio nale	357,82	4,00	361,82	207,43	0,00	0%	128,88	36,02%	0,00	0,00%	142,84	39,92%	0,00	0,00%	271,72	75,94%
Cour Suprême	142,67	0,00	142,67	26,38	0,00	0%	93,10	65,25%	0,00	0,00%	13,60	9,53%	2,03	1,42%	108,73	76,21%
Haute Autorité. Comm	16,86	0,00	16,86	14,09	0,00	0%	2,02	11,96%	0,00	0,00%	11,69	69,35%	0,00	0,00%	13,70	81,31%
Conseil Eco. Social	79,37	28,41	107,78	52,75	0,00	0%	23,85	30,04%	0,00	0,00%	38,22	48,15%	0,00	0,00%	62,06	78,19%
Secr. Gll Gouv	16,73	-7,22	9,50	5,11	0,00	0%	8,58	51,31%	4,92	29,44%	0,05	0,31%	0,00	0,00%	13,56	81,06%
Ministère. coopé intégra africaine	33,65	-15,65	18,00	11,49	0,00		19,96	59,32%	1,07	3,18%	2,55	7,58%	0,00	0,00%	23,58	70,08%
Sec. Affair.Relig.	26,51	-44,88	-18,37	19,33	0,00	0%	7,25	27,35%	2,14	8,09%	1,48	5,58%	2,28	8,60%	13,15	49,62%
Min.Envirion.Eaux .For	176,57	-4,70	171,87	213,70	0,00	0%	111,35	63,06%	34,20	19,37%	18,14	10,27%	8,50	4,81%	172,19	97,52%
Ministère Transports	64,83	-10,43	54,41	30,47	0,00	0%	38,88	59,96%	4,13	6,37%	17,60	27,15%	0,58	0,89%	61,19	94,38%
Grande Chancel.	16,37	0,00	16,37	16,26	0,00	0%	0,60	3,69%	0,00	0,00%	11,81	72,19%	0,00	0,00%	12,42	75,88%
Min. Ens.Sup.Rec.	1132,10	119,42	1251,52	817,96	0,00	0%	291,49	25,75%	48,12	4,25%	671,18	59,29%	5,33	0,47%	1 016,12	89,76%
Grands Projets	75,33	-10,25	65,08	46,02	0,00	0%	0,52	0,69%	0,00	0,00%	28,77	38,19%	14,60	19,38 %	43,89	58,26%
Min. Etat Energie Env	3367,65	2481,28	5848,94	2179,21	0,00	0%	19,92	0,59%	4,97	0,15%	4493,07	133,42%	45,57	1,35%	4 563,53	135,51%
Min. Tél. Econ.Num	107,78	25,82	133,60	106,52	0,00	0%	23,67	21,96%	1,67	1,55%	4,62	4,29%	0,00	0,00%	29,95	27,79%
Ministère Elevage	11,23	-21,58	-10,34	19,60	0,00	0%	11,32	100,77%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	11,32	100,79%
Min.Industrie et PME	82,49	-16,13	66,37	71,37	0,00	0%	18,49	22,41%	10,86	13,17%	10,51	12,74%	14,93	18,10 %	54,78	66,41%
Min.Cultu.Arts.Pa tri	105,83	-89,68	16,15	122,47	0,00	0%	43,61	41,21%	37,34	35,29%	8,15	7,70%	5,00	4,72%	94,10	88,92%
Sec Etat Anti drogue	5,15	-1,01	4,14	4,38	0,00	0%	0,00	0,00%	2,50	48,54%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,50	48,54%
Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	3,68	3,71	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du sport	67,46	85,48	152,94	36,53	0,00	0%	25,66	38,03%	62,39	92,48%	1,83	2,71%	9,32	13,82 %	99,20	147,04%
Min.du Budget	100,99	-29,74	71,25	53,70	0,00	0%	53,28	52,76%	8,73	8,64%	0,12	0,12%	0,55	0,55%	62,68	62,06%

Médiateur.Répub	18,34	-5,00	13,34	31,02	0,00	0%	11,62	63,35%	0,00	0,00%	4,13	22,49%	0,00	0,00%	15,75	85,84%
CENI	24,29	-50,00	-25,71	20,07	0,00	0%	9,96	41,02%	0,00	0,00%	6,53	26,86%	0,00	0,00%	16,49	67,88%
Cours.Const	222,21	0,00	222,21	15,37	0,00	0%	133,61	60,13%	0,00	0,00%	15,25	6,86%	0,00	0,00%	148,86	66,99%
Cour des Comptes	66,35	0,00	66,35	57,00	0,00	0%	16,54	24,93%	0,00	0,00%	38,50	58,03%	0,00	0,00%	55,04	82,96%
Haute Cour de Justice	2,04	0,00	2,04	11,91	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,21	0,00	2,21	0,00	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	8,39	0,00	8,39	4,79	0,00	0%	3,74	44,59%	0,00	0,00%	1,48	17,58%	0,00	0,00%	5,22	62,17%
Min.UniteNat.Citoy	15,09	-4,10	10,99	4,39	0,00	0%	7,37	48,88%	3,49	23,11%	0,00	0,00%	0,81	5,38%	11,67	77,37%
Ministère en charge des investissements et du partenariat public-privé	19,26	-3,04	16,23	14,87	0,00	0%	3,71	19,25%	6,25	32,44%	2,79	14,49%	0,00	0,00%	12,75	66,19%
Ministère charge des hydrocarbure	14,67	-3,63	11,04	19,61	0,00	0%	3,50	23,88%	3,99	27,18%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,49	51,06%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	197,61	24,23	221,84	71,07	0,00	0%	7,91	4,00%	27,27	13,80%	72,25	36,56%	48,53	24,56%	155,95	78,92%
Ministère du travail et des lois sociales	0,00	-13,31	-13,31	91,39	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	32,17	14,59	46,76	23,25	0,00	0%	0,00	0,00%	3,91	12,17%	3,94	12,25%	11,12	34,56%	18,98	58,98%
Autres dépenses de la Présidence de la République	377,59	-72,60	305,00	131,50	0,00	0%	2,49	0,66%	20,99	5,56%	72,80	19,28%	0,00	0,00%	96,28	25,50%
Dépenses Communes	4901,81	581,25	5483,05	4412,91	785,39	16%	525,44	10,72%	688,66	14,05%	1325,10	27,03%	106,73	2,18%	3 431,32	70,00%
Total	23 147,59	3 496,35	26 643,94	19 561,80	785,39	3,39%	7 006,45	30,27%	2 916,61	12,60%	7 708,33	33,30%	1 049,563	4,53%	19 466,33	84,10%

Tableau 22: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base paiement) à fin décembre 2021 en de Mds de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement décembre	Charges financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'investissement ressource propres		Dépenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					décembre	TAUX	décembre	TAUX	décembre	TAUX	décembre	TAUX	décembre	TAUX	décembre	TAUX	décembre	TAUX	décembre	TAUX
Présidence de la Rep	667,36	293,78	961,14	476,55	0,00	0,00%	176,57	37,05%	429,24	90,07%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	605,82	127,13%
Primature	72,54	-21,96	50,58	64,23	0,00	0,00%	4,67	7,28%	45,72	71,19%	6,30	9,81%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	56,70	88,27%
Min.de la Défense	2400,16	0,60	2400,76	2304,17	0,00	0,00%	1905,84	82,71%	232,30	10,08%	285,41	12,39%	26,80	1,16%	0,00	0,00%	26,80	1,16%	2450,35	106,34%
Min.Admin.Terr. Dec	930,80	-176,21	754,60	239,05	0,00	0,00%	53,54	22,40%	1,87	0,78%	10,62	4,44%	1,88	0,79%	0,00	0,00%	1,88	0,79%	67,91	28,41%
Min.Sécurité.Pr ot.Ci	473,95	-15,88	458,07	257,06	0,00	0,00%	373,11	145,15%	16,00	6,22%	14,57	5,67%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	403,68	157,04%
Min.Justice.Gar .Scea	266,19	-14,74	251,46	106,43	0,00	0,00%	187,49	176,16%	0,56	0,52%	2,65	2,49%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	190,70	179,18%
Min.Aff.Etran.G Etran	449,02	0,34	449,36	365,03	0,00	0,00%	100,24	27,46%	177,19	48,54%	43,45	11,90%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	320,88	87,90%
Ministère du Plan	157,31	-7,50	149,81	175,74	0,00	0,00%	24,08	13,70%	3,40	1,94%	1,62	0,92%	28,23	16,06%	0,00	0,00%	28,23	16,06%	57,33	32,62%
Min.Eco.et Finances	316,39	14,72	331,12	156,79	0,00	0,00%	199,97	127,54%	12,47	7,96%	1,89	1,20%	15,60	9,95%	0,00	0,00%	15,60	9,95%	229,93	146,65%
Min. Travail et FP	164,94	-3,97	160,97	115,88	0,00	0,00%	50,91	43,93%	2,30	1,98%	22,40	19,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	75,61	65,24%
Min.de l'Agr	276,40	-30,52	245,88	249,81	0,00	0,00%	139,42	55,81%	26,70	10,69%	4,72	1,89%	2,37	0,95%	426,11	19,13%	428,47	171,52%	599,32	239,91%
Min.Pêche & Aquacul	60,70	-4,55	56,15	43,40	0,00	0,00%	38,11	87,82%	0,71	1,64%	3,78	8,72%	3,41	7,86%	15,20	0,68%	18,61	42,89%	61,22	141,07%
Min.Géo.Min	81,35	-13,91	67,44	69,26	0,00	0,00%	49,73	71,80%	1,29	1,86%	4,57	6,60%	4,00	5,78%	0,00	0,00%	4,00	5,78%	59,59	86,04%
Min.EtatTravail x.Pub.	1186,84	811,56	1998,41	1332,17	0,00	0,00%	21,52	1,62%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	364,16	27,34%	550,07	24,69%	914,22	68,63%	935,75	70,24%
Min.Urb.Habit. Const	104,96	-15,06	89,89	85,01	0,00	0,00%	36,01	42,36%	1,38	1,62%	10,84	12,75%	1,58	1,85%	0,00	0,00%	1,58	1,85%	49,81	58,59%
Mn.Comm	55,24	-1,66	53,58	48,24	0,00	0,00%	35,69	73,98%	1,45	3,00%	5,56	11,52%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42,70	88,50%
Min. Hôtel. Tourisme	64,09	1,60	65,69	54,19	0,00	0,00%	18,39	33,93%	0,92	1,70%	11,66	21,52%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	30,97	57,15%
Min.Santé.Hy.P ubliq	1186,64	-299,14	887,51	1922,70	0,00	0,00%	285,69	14,86%	197,38	10,27%	60,26	3,13%	9,07	0,47%	222,37	9,98%	231,44	12,04%	774,77	40,30%
Min.Aff.Soc. P.F.& E.	160,25	-34,81	125,44	128,29	0,00	0,00%	28,54	22,25%	2,12	1,65%	6,32	4,93%	0,00	0,00%	21,39	0,96%	21,39	16,67%	58,38	45,50%
Min. Ens.pré.univ	1814,19	109,38	1923,57	2147,01	0,00	0,00%	1513,22	70,48%	78,71	3,67%	13,48	0,63%	3,25	0,15%	21,48	0,96%	24,73	1,15%	1630,13	75,93%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	246,45	-46,16	200,29	155,24	0,00	0,00%	111,98	72,13%	5,06	3,26%	26,74	17,23%	13,58	8,75%	121,92	5,47%	135,49	87,28%	279,28	179,89%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modificat ions	Crédits Actuels	Plan d'Engag ement décembr e	Charges financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'investisseme nt ressource propres		Dépenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					décem bre	TAUX	décem bre	TAUX	déce mbre	TAUX	décem bre	TAUX	déce mbre	TAUX	décem bre	TAUX	décem bre	TAUX	décembr e	TAUX
Minist. Information	49,39	-4,06	45,33	28,07	0,00	0,00%	36,11	128,64%	1,24	4,41%	1,65	5,88%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	39,00	138,93%
Min. Jeun. Emploi Jeu	69,33	-7,03	62,30	69,83	0,00	0,00%	17,48	25,04%	1,42	2,04%	9,10	13,04%	5,85	8,38%	0,00	0,00%	5,85	8,38%	33,86	48,49%
Assemblée.Nati onale	357,82	4,00	361,82	207,43	0,00	0,00%	128,88	62,13%	0,00	0,00%	142,84	68,86%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	271,72	130,99%
Cour Suprême	142,67	0,00	142,67	26,38	0,00	0,00%	93,10	352,96%	0,00	0,00%	13,60	51,55%	1,86	7,06%	0,00	0,00%	1,86	7,06%	108,56	411,57%
Haute Autorité. Comm	16,86	0,00	16,86	14,09	0,00	0,00%	2,02	14,31%	0,00	0,00%	11,69	82,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,70	97,26%
Conseil Eco. Social	79,37	28,41	107,78	52,75	0,00	0,00%	23,85	45,20%	0,00	0,00%	6,33	11,99%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	30,17	57,19%
Secr. Gal Gouv	16,73	-7,22	9,50	5,11	0,00	0,00%	8,58	167,79%	4,45	86,96%	0,05	1,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,08	255,77%
Ministère de la coop. et de l'intég. Afric.	33,65	-15,65	18,00	11,49	0,00		19,96		1,07		2,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	23,03	200,40%
Sec. Affair.Relig.	26,51	-44,88	-18,37	19,33	0,00	0,00%	7,25	37,52%	2,04	10,58%	1,48	7,66%	0,69	3,59%	0,00	0,00%	0,69	3,59%	11,47	59,34%
Min.Envirón.Ea ux,For	176,57	-4,70	171,87	213,70	0,00	0,00%	110,98	51,93%	8,11	3,80%	5,54	2,59%	1,92	0,90%	15,46	0,69%	17,37	8,13%	142,01	66,45%
Ministère Transports	64,83	-10,43	54,41	30,47	0,00	0,00%	38,88	127,59%	1,00	3,28%	16,03	52,61%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	55,91	183,48%
Grande Chancel.	16,37	0,00	16,37	16,26	0,00	0,00%	0,60	3,72%	0,00	0,00%	11,81	72,64%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	12,42	76,35%
Min. Ens.Sup.Rec.	1132,10	119,42	1251,52	817,96	0,00	0,00%	304,80	37,26%	46,58	5,69%	614,31	75,10%	4,83	0,59%	0,00	0,00%	4,83	0,59%	970,53	118,65%
Grands Projets	75,33	-10,25	65,08	46,02	0,00	0,00%	0,52	1,13%	0,00	0,00%	23,76	51,63%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24,28	52,76%
Min.Etat Energie Env	3367,65	2481,28	5848,94	2179,21	0,00	0,00%	19,92	0,91%	1,58	0,07%	2363,60	108,46%	6,70	0,31%	526,24	23,62%	532,94	24,46%	2918,05	133,90%
Min. Tél. Econ.Num	107,78	25,82	133,60	106,52	0,00	0,00%	23,67	22,22%	0,22	0,21%	2,44	2,29%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	26,33	24,72%
Ministère Elevage	11,23	-21,58	-10,34	19,60	0,00	0,00%	11,32	57,75%	0,00	0,00%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,32	57,76%
Min.Industrie et PME	82,49	-16,13	66,37	71,37	0,00	0,00%	18,49	25,90%	5,71	8,00%	10,51	14,72%	0,00	0,00%	25,36	1,14%	25,36	35,53%	60,06	84,16%
Min.Cultu.Arts.P atri	105,83	-89,68	16,15	122,47	0,00	0,00%	37,53	30,64%	37,00	30,21%	6,48	5,29%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	81,01	66,15%
Sec Etat Anti drogue	5,15	-1,01	4,14	4,38	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,50	34,27%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,50	34,27%
Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	3,68	3,71	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	282,39	12,67%	282,39	7606,50%	282,39	7606,50%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modificat ions	Crédits Actuels	Plan d'Enga gement décembr e	Charges financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'investisseme nt ressource propres		Dépenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					décem bre	TAUX	décem bre	TAUX	déce mbre	TAUX	décem bre	TAUX	déce mbre	TAUX	décem bre	TAUX	décem bre	TAUX	décembr e	TAUX
Min.du sport	67,46	85,48	152,94	36,53	0,00	0,00%	17,34	47,46%	61,70	168,91 %	0,83	2,26%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	79,86	218,64%
Min.du Budget	100,99	-29,74	71,25	53,70	0,00	0,00%	53,28	99,21%	6,84	12,74%	0,01	0,03%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	60,14	111,98%
Médiateur.Rép ub	18,34	-5,00	13,34	31,02	0,00	0,00%	11,62	37,47%	0,00	0,00%	2,75	8,87%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	14,37	46,33%
CENI	24,29	-50,00	-25,71	20,07	0,00	0,00%	9,96	49,64%	0,00	0,00%	6,53	32,51%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16,49	82,14%
Cours.Const	222,21	0,00	222,21	15,37	0,00	0,00%	133,61	869,20%	0,00	0,00%	13,89	90,37%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	147,51	959,57%
Cour des Comptes	66,35	0,00	66,35	57,00	0,00	0,00%	16,54	29,02%	0,00	0,00%	31,35	54,99%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	47,89	84,01%
Haute Cour de Justic	2,04	0,00	2,04	11,91	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,21	0,00	2,21	0,00	0,00	0,00%	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	0,00%	0,00	-	0,00	-
Inst.Nat.Ind.Dro it.H	8,39	0,00	8,39	4,79	0,00	0,00%	3,74	78,10%	0,00	0,00%	1,48	30,80%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,22	108,90%
Min.UniteNat.Ci toy	15,09	-4,10	10,99	4,39	0,00	0,00%	7,37	168,05%	0,64	14,47%	0,00	0,01%	0,67	15,24%	0,00	0,00%	0,67	15,24%	8,68	197,77%
Ministère en charge des investissements et du PPP	19,26	-3,04	16,23	14,87	0,00	0,00%	3,71	24,94%	0,75	5,04%	2,79	18,77%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,25	48,76%
Ministère des hydrocarbures	14,67	-3,63	11,04	19,61	0,00	0,00%	3,50	17,87%	3,49	17,79%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6,99	35,65%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	197,61	24,23	221,84	71,07	0,00	0,00%	7,91	11,12%	26,37	37,10%	65,85	92,65%	40,0 4	56,35%	0,00	0,00%	40,04	56,35%	140,17	197,23%
Ministère du travail et des lois sociales	0,00	-13,31	-13,31	91,39	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisatio n des femmes	32,17	14,59	46,76	23,25	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,60	2,58%	3,94	16,95%	4,02	17,29%	0,00	0,00%	4,02	17,29%	8,56	36,82%
Autres dépenses de la Présidence de la République	377,59	-72,60	305,00	131,50	0,00	0,00%	1,71	1,30%	19,44	14,78%	61,12	46,48%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	82,28	62,57%
Dépenses Communes	4901,81	581,25	5483,05	4412,91	1272,6 6	0,00%	488,10	11,06%	508,2 1	11,52%	1323,7 9	30,00%	87,2 9	1,98%	0,00	0,00%	87,29	1,98%	3680,05	83,39%
Total y compris FINEX	29 445,13	3 496,35	32 941,48	19 561,80	1272,7	0,00%	7 017	35,87%	1 977	10,11%	5 294,4	27,07%	628	3,21%	2 228	100 %	2 855,8	14,60%	18 416,7	94,15%

Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de Mds de GNF

Collectivités	Crédit		Exécution fin décembre 2021		
	Nombres bénéficiaires	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	6	0,24	0,00	0,00	0,00%
Kaloum	2	0,07	0,00	0	0,00%
Dixinn	1	0,05	0,00	0	0,00%
Matam	1	0,05	0,00	0	0,00%
Ratoma	0	0,00	0,00	0	-
Matoto	2	0,07	0,00	0	0,00%
Boké	10	0,21	0,00	0	0,00%
Boffa	8	0,16	0,00	0	0,00%
Fria	4	0,09	0,00	0	0,00%
Gaoual	8	0,16	0,00	0	0,00%
Koundara	7	0,14	0,00	0	0,00%
Faranah	12	0,24	0,00	0	0,00%
Dabola	9	0,18	0,00	0	0,00%
Dinguiraye	8	0,16	0,00	0	0,00%
Kissidougou	13	0,25	0,00	0	0,00%
Kankan	13	0,26	0,00	0	0,00%
Kérouane	8	0,16	0,00	0	0,00%
Kouroussa	12	0,23	0,00	0	0,00%
Mandiana	12	0,23	0,00	0	0,00%
Siguiri	13	0,25	0,00	0	0,00%
Kindia	10	0,21	0,00	0	0,00%
Coyah	4	0,09	0,00	0	0,00%
Dubreka	7	0,14	0,00	0	0,00%
Forecariah	10	0,20	0,00	0	0,00%
Telemele	14	0,27	0,00	0	0,00%
Labe	14	0,28	0,00	0	0,00%
Koubia	6	0,13	0,00	0	0,00%
Lelouma	11	0,22	0,00	0	0,00%
Mali	13	0,25	0,00	0	0,00%
Tougue	10	0,20	0,00	0	0,00%
Mamou	15	0,29	0,00	0	0,00%
Dalaba	10	0,20	0,00	0	0,00%
Pita	12	0,23	0,00	0	0,00%
N'Zérékoré	11	0,22	0,00	0	0,00%
Beyla	14	0,27	0,00	0	0,00%
Gueckedou	10	0,20	0,00	0	0,00%
Lola	9	0,18	0,00	0	0,00%
Macenta	15	0,29	0,00	0	0,00%
Yomou	7	0,14	0,00	0	0,00%
Total général	345	6,98	0,00	0,00	0,00%

Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin décembre 2021		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	1	0,01	0,01	1	93,21%
Primature	3	8,78	6,30	2	71,79%
Ministère de la Défense Nationale	5	286,03	285,41	4	99,78%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	6	33,71	26,57	5	78,82%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	19,70	15,16	6	76,96%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	15	26,38	4,11	5	15,56%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	4	57,94	43,72	2	75,46%
Ministère du Plan	7	5,73	2,66	6	46,50%
Ministère de l'Economie et des Finances	3	2,28	1,83	3	80,32%
Ministère Travail et Fonction Publique	11	27,61	23,76	10	86,04%
Ministère de l'Agriculture	7	8,78	5,41	7	61,62%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	6,56	5,91	7	90,05%
Ministère Mines, Géologie	8	10,00	5,28	7	52,75%
Ministère Des Travaux Publics	2	0,01	0,00	2	33,82%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	39,27	21,66	6	55,16%
Ministère du Commerce	5	9,46	5,56	5	58,76%
Ministère de l'Hôtellerie Tourisme et Artisanat	1	15,54	11,66	1	75,00%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	177	261,27	135,00	174	51,67%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Féminine & Enfance	12	22,20	11,65	10	52,49%

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin décembre 2021		
	Nombres	Montant	Allocation		Taux
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	9	37,72	13,46	5	35,68%
Ministère de l'Emploi Ens. Technique et Formation Professionnelle	19	77,65	42,19	11	54,34%
Ministère de l'Information	5	2,15	1,65	4	76,66%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	7	32,10	20,31	7	63,29%
Assemblée Nationale	2	171,52	142,84	2	83,28%
Cour Suprême de l'Etat	1	18,13	13,60	1	75,00%
Haute Autorité de la Communication	2	14,47	11,69	2	80,75%
Conseil Economique et Social	1	40,32	38,22	1	94,77%
Secrétariat Général du Gouvernement	1	0,05	0,05	1	100,00%
Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine	2	3,10	2,55	2	82,30%
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	10	4,65	1,48	7	31,85%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	9	18,55	18,14	9	97,77%
Ministère des Transports	10	19,32	17,60	8	91,10%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	15,75	11,81	3	75,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	149	686,93	671,18	143	97,71%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	29,77	28,77	2	96,64%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	4	4878,12	4493,07	3	92,11%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	5	5,86	4,62	5	78,90%
Ministère de l'Elevage	0	0,00	0,00	0	-

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin décembre 2021		
	Nombres	Montant	Allocation		Taux
Ministère industries et des PME	5	17,89	10,51	5	58,73%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	8	8,86	8,15	8	91,96%
Ministère des Sports	3	3,81	1,83	2	
Ministère du Budget	3	0,45	0,12	3	26,92%
Médiateur de la République	1	5,50	4,13	1	75,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	13,05	6,53	1	50,00%
Cours Constitutionnelle	1	16,61	15,25	1	91,83%
Cour des Comptes	1	38,50	38,50	1	100,00%
Haute Cour de Justice	1	2,04	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,21	0,00	0	0,00%
Institution. Nationale Ind. des Droits Humains	1	2,95	1,48	1	50,00%
Ministre De L'Unité Nationale Et de La Citoyenneté	0	0,00	0,00	0	-
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	4,75	2,79	1	58,82%
Ministère des hydrocarbures	1	0,40	0,00	0	
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	89,15	72,25	5	81,05%
Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes	1	6,15	3,94	1	64,06%
Autres dépenses de la présidence de la République	11	73,51	72,80	9	
Dépenses communes	12	1731,50	1325,10	3	76,53%
Total	586	8 914,78	7 708,27	521	86,47%

Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'Etat (en Mds de GNF)

Code NBE	LIBELLE	LFR 2021(1)	réal décembre 2021(2)	Taux (2/1)
1	RECETTES	25 783,96	21 321,78	82,69%
11	RECETTES FISCALES	23 303,79	19 399,36	83,25%
	<i>dt Recette Minière</i>	2 985,73	3 309,85	110,86%
	<i>dt Recette Pétrolière</i>	4 825,37	3 600,81	74,62%
	<i>dt TSPP</i>	1 688,50	794,95	47,08%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 538,09	3 020,57	66,56%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	405,78	195,19	48,10%
113	Impôts sur ne patrimoine	148,32	31,19	21,03%
114	Impôts sur les biens et services	12 361,16	10 704,77	86,60%
	<i>dt RER</i>	284,73	565,09	198,46%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 740,93	5 095,08	88,75%
116	Autres recettes fiscales .	109,51	47,21	43,11%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	970,66	57,16%
13	AUTRES RECETTES	782,17	951,76	121,68%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	391,08	457,99	117,11%
	BAS FODECON	375,46		
	BAS RSU	92,25		
	BAS FCE	126,54		0
2	DEPENSES	29 318,96	24 062,15	82,07%
21	Charges financières de la dette	1 153,06	785,39	68,11%
	<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	872,02	486,82	55,83%
	<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	281,05	298,58	106,24%
22	Dépenses de personnel	7 468,74	7 190,42	96,27%
23	Dépenses de Biens et services	3 637,06	4 584,87	126,06%
	<i>dt RER</i>	284,73	565,09	198,46%
24	Dépenses de transfert	7 319,71	7 801,12	106,58%
	<i>dt EDG</i>	3 269,00	2 293,74	70,17%
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-3 535,00	959,98	-27,16%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:			
25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 755,06	3 700,35	42,27%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	8 571,49	3 593,62	41,93%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	1 943,65	1 060,12	54,54%
2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	450,28	305,23	67,79%
2513	Grosses réparations	6,20	0,30	4,84%

Code NBE	LIBELLE	LFR 2021(1)	réal décembre 2021(2)	Taux (2/1)
2514	Immobilisations non Produites(finex)	6 171,37	2 227,97	36,10%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-12 290,06	-2 740,37	22,30%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):			
252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	183,57	106,73	58,14%
2521	Immobilisations financières intérieures	183,57	106,73	58,14%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures		0,00	
2523	Immobilisations financières extérieures		0,00	
2524	Autres Immobilisations financières extérieures		0,00	
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	391,08	457,99	117,11%
	BAS FODECON	375,46		0,00%
	BAS RSU	92,25		0,00%
	BAS FCE	126,54		0
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	8 372,83	22 202,70	265,18%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		4 729,77	
31	CESSION D'ACTIFS	0,33	0,34	101,40%
32	EMPRUNTS	8 059,21	12 501,12	155,12%
321	Emprunts Intérieurs	2 340,90	10 132,97	432,87%
	dt Banque commerciale	840,90	270,80	32,20%
322	Emprunts Extérieurs	5 718,31	2 097,35	36,68%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	4 513,05	
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	313,28	427,33	136,40%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00		
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00		
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,00		
344	Remboursements de prêts par des particuliers		427,33	
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	313,28		0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,00	31,09	
4	CHARGES DE FINANCEMENT	4 837,82	19 453,29	402,11%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF		1 630,79	
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	4 837,82	12 647,29	261,43%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	3 844,59	12 047,63	313,37%
	dt Banque Centrale	283,74		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	993,23	599,67	60,38%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		4 674,40	

Code NBE	LIBELLE	LFR 2021(1)	réal décembre 2021(2)	Taux (2/1)
43	PRETS ACCORDES	0,00	467,59	
431	Prêts accordés à des Collectivités locales			
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)			
433	Prêts accordés à des entreprises			
434	Prêts accordés à des particuliers		467,59	
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)			
439	Autres prêts et avances accordés		33,21	
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0
	Principaux agrégats et soldes			
	Solde de base	1 532,69	-1 184,19	-77,26%
	Solde de base % PIB	0,93%	-0,71%	-76,33%
	PIB	165 130,0	167 155,0	1,0
	Taux de change USD	9 678,0	9 678,0	1
	Pression Fiscale hors Dons	14,54%	12,76%	87,73%